

# VOIX POPULAIRE

Successeur de la Voix Ouvrière fondée en 1944

N° 12  
Mars 2023

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

# LES UNIVERSITÉS SUISSES SOUS GESTION NÉOLIBÉRALE



Sortir  
l'alimentation  
des lois du  
marché



Comment  
faire face  
aux pollutions  
chimiques?



Qui sont les  
travailleurs  
sociaux hors  
murs?

# VOIX POPULAIRE

N°12, MARS 2023

# 8

les universités suisses  
sous gestion néolibérale

# 10

Sortir l'alimentation  
des lois du marché

# 18

Comment faire face aux  
pollutions chimiques?

# 20

Qui sont les travailleurs  
sociaux hors murs?

## ACTUALITÉS

4-7

Genève: Un scrutin plus qu'incertain

Les transports publics gratuits, un sujet brûlant

Le Locle: Denis de la Reussille passe la main

Vaud: Le POP se prépare pour les fédérales

8 mars: En route vers la grève nationale du 14 juin

## SUISSE

8-12

Mise au pas des universités

Sortir l'alimentation des lois du marché

## INTERNATIONAL

13-14

En France, la réforme des retraites  
quitte l'Assemblée

Saisir le capitalisme depuis sa périphérie

## HISTOIRE

15

Quand l'Europe manifestait contre  
les missiles de l'OTAN

## TRAVAIL

16-17

La pénibilité est trop vue comme  
un problème individuel

## ENVIRONNEMENT

18-19

«On trouve des toxiques même dans l'Himalaya»

## SOCIÉTÉ

20-21

Des généralistes spécialistes de la relation  
avec les jeunes

## PORTAIT

22-23

Sengül Köker: femme courage

## ÉMANCIPATION

24-25

Anticolonialisme et panafricanisme

## DROITS DEVANT!

26

Travailler et attendre un enfant

## CULTURE

27-33

L'âme belge de la mer du Nord

Jean-Claude Rennwald: *Le bout du Tunnel*

Philippe Testa: *Pouvoir*

Les marginaux de Russell Banks

Quand les narcotrafiquants détruisent la forêt vierge

Politique et art au cœur

## LA CHRONIQUE DE QUENTIN MOURON

34

Vos enfants sont-ils communistes?

## IMPRESSUM

**Editeur**  
Société d'édition  
de Voix Populaire  
25, rue du Vieux-Billard,  
1205 Genève

**Président**  
Paris Kyritsis

**Rédacteur en chef**  
Joël Depommier

**Rédaction**  
redaction@voixpopulaire.ch  
022 320 63 35

**Abonnements**  
www.voixpopulaire.ch/  
abonnements  
IBAN CH90 0900 0000 1200 9325 6  
85.- / an, normal  
165.- / an, soutien

**Maquette et mise en page**  
Solidaridad Graphisme, Genève

**Impression**  
Pressor, Delémont

**Parution**  
Voix Populaire paraît 11 fois par an  
ISSN 2813-1738

# Première année réussie!



**Paris Kyritsis**

Président de la société d'édition

**L**ancer un nouveau titre de presse alternative au 21<sup>e</sup> siècle en Suisse romande, la tâche paraissait impossible. Mais malgré le contexte difficile, nous avons tenu le pari et *Voix Populaire* fête sa première année de parution.

Le comité de la société d'édition s'est réuni en début d'année pour faire un bilan de l'année 2022 écoulée. Nous sommes heureux d'annoncer que, malgré une année de dépenses plus importantes liées au coût de lancement de notre magazine, nous avons réussi à clore l'année avec peu de pertes. Vous avez été nombreux et nombreuses à être intéressés à nous découvrir. Nous avons ainsi comptabilisé une centaine de nouveaux abonnements en 2022, ce qui reste important pour notre publication qui compte plus d'un millier d'abonnés. Les retours de nos lectrices et lecteurs sur la qualité du contenu et de sa présentation ont été dans leur très grande majorité positifs.

Cependant, le contexte reste difficile pour le marché de la presse, il empire même. Comme le signalait le journal *Le Temps* en début d'année, le prix du papier a triplé depuis 2021. Ce qui n'a pas manqué d'alourdir nos coûts d'impression par rapport aux dépenses projetées au lancement

de notre magazine. Pour réagir et étendre notre lectorat, nous allons explorer les possibilités de diffusion dans certains kiosques indépendants de Suisse romande, à travers une première série de partenariats ciblés qui seront établis courant 2023.

Depuis plusieurs années, une équipe de bénévoles travaille d'arrache-pied pour redresser la situation financière de *Gaucheبدو*, puis *Voix Populaire*. Après le Covid, nous faisons face maintenant à l'inflation. L'année 2023 sera donc, elle aussi, charnière pour la survie de notre média, qui est l'une des plus anciennes publications politiques de Suisse romande. Nous allons poursuivre nos efforts pour atteindre l'équilibre financier, afin de pouvoir fêter nos 80 ans en 2024 avec le meilleur élan possible (le journal *Voix Ouvrière*, prédécesseur de *Voix Populaire*, a été fondé en 1944).

Dans cette aventure, à laquelle nous avons le plaisir d'ajouter une année de résistance face à l'adversité, nous avons plus que jamais besoin de votre aide à travers un don ou un abonnement. Notre existence n'a été jusqu'ici possible que grâce au soutien de générations de lecteurs et lectrices engagés. Un grand merci d'entretenir, vous aussi, cet héritage! ■

**Voix Populaire a passé le cap de sa première année de parution. 2023 sera aussi une année charnière pour notre avenir! Nous faisons appel à vos dons pour nous soutenir:**

**IBAN CH90 0900 0000 1200 9325 6**

**Ce n'est que grâce à vous que nous pouvons continuer à porter une voix alternative dans un contexte difficile.**

## GENÈVE

## Un scrutin plus qu'incertain

Entre un quorum que peu atteindront, un nombre conséquent de candidats et de listes, et de déplorables manœuvres politiciennes, le changement a-t-il sa chance au bout du lac Léman?

**F**ixée à 7% des voix, la marche du quorum risque d'être trop haute pour de nombreuses listes, douze au total pour 690 candidats et candidates (un record), qui brigueront les cent places du Parlement genevois le 2 avril prochain, date à laquelle se tiendra aussi le premier tour de l'élection au Conseil d'Etat. Pour avoir une idée des forces en présence, voici un rappel des scores des groupes sortants en 2018: PLR 25,18%, PS 15,3%, Vert-e-s 13,16%, le Centre 10,17%, MCG 9,43%, EàG 7,83%, UDC 7,32%. Ces sept formations sont rejointes par cinq autres dans la prochaine course au Grand Conseil et, si faire des pronostics précis est compliqué, une chose est sûre: les électeurs et électrices de droite auront littéralement l'embarras du choix.

A côté de l'oxymore vert'libéral plein d'espoirs, on trouve les listes «Civis» et «Libertés et justice sociale» des anciens conseillers d'Etat déçus Luc Barthassat et Pierre Maudet. Après l'exclusion de ce dernier par le PLR en 2020, l'Elan radical fut créé dans le but de le soutenir. Un groupe qui fera finalement bande à part, faisant grossir la division à droite, peut-être synonyme de la perte de quelques plumes de ce côté de l'hémicycle, où aucune alliance n'a été formée, du moins pas pour le premier tour de l'élection au gouvernement.

Au contraire du PS et des Vert-e-s, qui renouvellent leur entente en présentant ensemble quatre candidates et candidats pour, d'une part, gonfler leurs chances de maintenir leur majorité dite «de gauche» au Conseil d'Etat et, d'autre part, pour le PS de limiter la casse au moment où le parti perd des voix partout en Suisse. Thierry Apothéloz, Fabienne Fischer et Antonio



Alexander Eniline, Françoise Nyffeler et Teo Frei, candidats EàG au Conseil d'Etat. ERIC ROSSET

Hodgers se représentent donc, tandis que Carole-Anne Kast se lance à la conquête du siège qui sera bientôt laissé vacant par Anne Emery-Torracinta, en charge du département de l'instruction publique, de la culture et du sport depuis 2013.

A noter, que le Mouvement Citoyen Genevois (MCG) pourrait se trouver sur la corde raide. Visiblement en perte de vitesse lui aussi, la formation anti-frontaliers «ni de gauche ni de droite» ne pourra cette fois pas compter sur les voix amenées par Mauro Poggia, lui qui ne se présentera en tout cas pas avant le deuxième tour du Conseil d'Etat, potentiellement prévu pour le 30 avril.

#### La gauche radicale présente deux listes concurrentes

La gauche radicale, elle, sera représentée par deux listes concurrentes.

D'abord, l'alliance trentenaire entre solidaritéS et le Parti du Travail, à laquelle l'association de Défense des aîné-e-s, des locataires, de l'emploi et du social (DAL) vient une nouvelle fois se greffer, maintient son unité et présentera 44 candidats au Grand Conseil et trois visages (Françoise Nyffeler (Sol), Alexander Eniline (PdT) et Teo Frei (Sol)) au Conseil d'Etat sous la fameuse coalition Ensemble à Gauche (EàG). De l'autre côté, apparaît cette année une nouvelle venue: la Liste d'Union Populaire (LUP), avec 60 candidats pour le parlement, ainsi que Jean Burgermeister et Stefanie Prezioso-Batou pour le gouvernement.

Toute de rose bonbon vêtue, cette jeune formation a en réalité été montée par des doyens de la politique genevoise, dont cinq des neuf élus du groupe EàG en place jusqu'à la prochaine législature. Fin février 2021,

ces cinq compères démissionnent de solidaritéS suite à l'échec de leurs ambitions de prise de contrôle à l'interne et ne font, de ce fait, plus partie de la coalition Ensemble à Gauche, tout en restant élus au Grand Conseil.

Une situation confuse qui, d'après EàG<sup>1</sup>, a ouvert la porte à deux années marquées par des manœuvres malhonnêtes et autres usurpations d'identité<sup>2</sup>, jusque dans le matériel de vote que recevront les Genevois et les Genevoises. Finalement rejointe par quelques éléments d'EàG qui craignent de voir leur réélection s'envoler à cause de cette division, la LUP enchaîne les appels à l'unité en direction de la coalition historique, qui estime que «l'unité ne se décrète pas, mais se construit par un travail patient pour créer la confiance, dans le respect d'un fonctionnement collectif et démocratique. solidaritéS, le PdT et le DAL y travaillent désormais, dans une collaboration renforcée, loin d'une pseudo-unité de façade.»

### «On n'a plus le temps, créons le changement!»

On serait bien emprunté, dans ces conditions, de parier sur l'issue du scrutin. La coalition Ensemble à Gauche a conscience qu'elle aura encore plus fort à faire que les dernières fois pour rester dans le jeu parlementaire lors de la prochaine législature, et ses militantes et militants se mobilisent d'arrache-pied pour lui faire passer le quorum. Comme le relève Tobia Schnebli, président de la section genevoise du PdT: «Les trois organisations de la coalition EàG peuvent compter sur des réseaux militants bien implantés dans les mouvements sociaux (syndicats, féministes, jeunes pour le climat...). Avec le travail effectué pour construire une coalition des forces à la gauche du PS et des Vert-e-s, à la base d'une campagne très dynamique, je suis persuadé qu'EàG dispose du potentiel nécessaire pour atteindre le quorum. Votez et faites voter la liste 6!» **BBL**

1 <https://eag-ge.ch/mensonge-usurpation-et-division-les-methodes-des-cadres-de-la-liste-dunion-populaire>

2 <https://pdt-ge.org/communique-de-presse-de-la-coalition-ensemble-a-gauche-pdt-dal-solidarites>

## GENÈVE-NEUCHÂTEL

# Les transports publics gratuits, un sujet brûlant



Après l'invalidation, les initiants se sont rassemblés devant le Conseil d'Etat.

DR

### Se dissimulant derrière un légalisme bête et lâche, le gouvernement genevois a invalidé l'initiative pour des transports publics gratuits.

L'été dernier, les jeunes de gauche, avec près de 11'000 signatures de la population genevoise en poche, avaient fièrement déposé leur initiative cantonale «pour des transports publics gratuits, écologiques et de qualité». Finalement, elle ne passera pas devant le parlement cantonal, la faute à l'invalidation de l'initiative par le gouvernement du canton, comme ce fut le cas à Fribourg sur un objet similaire. L'article 81a de la Constitution fédérale, qui prévoit qu'une «part appropriée aux coûts» soit payée par les usagers, a été brandi à nouveau pour questionner la constitutionnalité de la gratuité des transports publics cantonaux, et le Tribunal fédéral (TF) donnera son avis dans les mois qui viennent.

Pour les initiants, le constat est amer: le Conseil d'Etat, composé à majorité de socialistes et de Vert-e-s, en ne soutenant pas l'idée avant la décision du TF, se réfugie derrière un «légalisme lâche», à l'heure où

les mesures écologiques et sociales fortes manquent cruellement à l'appel, le tout dans un rejet démocratique regrettable.

Après l'invalidation, les jeunes ont ainsi organisé un rassemblement devant le bâtiment du gouvernement genevois, pour dénoncer la situation et annoncer leur intention de recourir contre cette décision. Elles en ont profité pour rappeler que l'article constitutionnel problématique était sujet à différentes interprétations, et que la non-conformité avec le droit fédéral n'est pas une évidence.

Ce sujet concerne aujourd'hui nombre de cantons suisses. A Neuchâtel, une initiative du même acabit avait été déposée il y a maintenant cinq ans. Mais aucune votation populaire n'a encore été organisée, le Parlement neuchâtelois ayant mis en suspend ses travaux en attendant la décision du TF sur l'article 81a de la Constitution. «Une façon irresponsable de traiter l'urgence climatique, énergétique et la démocratie», pour les initiants, qui ont organisé la distribution de faux billets de transports publics gratuits valables dans le canton le lendemain de cette action symbolique. **BBL**

## LE LOCLE

# Denis de la Reussille passe la main

Après 26 ans passés à l'exécutif de la Ville du Locle, Denis de la Reussille (POP) quittera son poste en avril, mais entend se représenter aux fédérales de l'automne.

« J'ai adoré aller au travail tous les matins durant ces 26 ans et être avec les gens sur le terrain. La décision de quitter ce mandat s'est faite petit à petit depuis octobre. Il est temps de passer la main », explique Denis de la Reussille. Il a décidé de quitter à 62 ans son mandat à 60% à l'exécutif (conseil communal) de l'auto-proclamée « capitale mondiale de la Saint-Valentin », coup de pub pour redorer l'image de la Ville écornée régulièrement par le journal *Bilanz*. Son remplaçant jusqu'aux élections de 2024 sera Michäel Berly, « un chouette camarade compétent », consultant IT et conseiller général de la ville depuis 2004. Proche de la population et accessible, De la Reussille est aussi un élu apprécié de ses coreligionnaires. « Durant toutes ces années, notre collègue a toujours donné le meilleur de lui-même pour le bien de la population et pour transmettre une image positive et dynamique de la Ville. Il laissera une trace indélébile et marquante dans l'histoire de la Mère Commune des Montagnes neuchâtelaises », souligne dans un communiqué l'exécutif du Locle, qui a pu compter sur la présence de trois populistes sur cinq à l'exécutif entre 2004 et 2012.

## Une ville de culture

A l'heure du bilan, beaucoup de bons points à relever, à commencer par le redressement des finances de la ville au tournant des années 2000. « Depuis deux ou trois ans, la situation est plus compliquée. La réforme de l'imposition des entreprises en 2016 nous a fait perdre des millions », relève le magistrat. Une perte qui a enterré le projet attendu de piscine couverte. Un regret pour ce sportif dans l'âme, joueur de football et latéral de qualité dans ses jeunes années au Locle Sports, avec



Après 8 ans au National, D.de la Reussille veut remplir cet automne.

SWISS FEDERAL ASSEMBLY

Bernard Challandes, et supporter du Hockey Club La Chaux-de-Fonds (HCC). Parmi ses fiertés, la solide présence de trois musées et deux salles de spectacles avec des équipes professionnelles dans une cité de 11'000 habitants, mais aussi la réussite dans les urnes pour le maintien d'un hôpital de soins aigus dans le haut du Canton à La Chaux-de-Fonds. Le Locle est aussi une des rares villes en Suisse qui finance des prestations complémentaires communales pour les aînés dans le besoin. « Nous avons toujours mis aussi un point d'honneur à maintenir les salaires face à l'inflation ou les annuités du personnel communal (environ 200 collaborateurs), avec de bons contacts avec les syndicats sur la durée », relève-t-il encore. « Sans renier mes principes, j'ai privilégié le pragmatisme dans mes relations avec les milieux économiques pour développer la ville. » Il s'est aussi battu pour permettre la construction d'une route de contournement autour de La Chaux-de-Fonds et du Locle, traversée par près de 20'000 voitures par jour.

La fibre sociale et de gauche? « A la maison, on parlait beaucoup de politique, ouvertement et librement. Mon

père Charles<sup>1</sup> a été secrétaire du POP neuchâtelais. Mes premières prises de conscience comme enfant datent de la Guerre du Vietnam et de la campagne contre l'initiative xénophobe de Schwarzenbach », explique le Loclois, qui a aussi siégé au parlement cantonal de 1999 à 2015.

L'avenir? Après 8 ans au Conseil national et deux législatures, Denis de la Reussille est « candidat à la candidature » pour son parti à l'automne. Au parlement, il dispose de liberté au sein des Vert-e-s. « Cette appartenance à un groupe me permet de siéger à la Commission des affaires étrangères où je m'engage pour la cause palestinienne ou face au blocus étasunien contre Cuba », souligne-t-il. Mais aussi défendre une 13<sup>ème</sup> rente AVS, demander par motion que le Suisse ratifie la Convention n°187 de l'OIT pour une obligation de promouvoir un milieu de travail sûr et salubre ou une taxation des millionnaires. La fibre politique, quand elle vous tient... **RED**

<sup>1</sup> A lire Robert Nussbaum, *Souvenirs d'un popiste populaire, hockeyeur et voyageur*. <https://editions-surlehaut.com/memoires-de-charles-de-la-reussille>

VAUD

# Le POP se prépare pour les fédérales

**L**e défi est de taille. Depuis 2011, la gauche de la gauche n'a plus envoyé de représentant à Berne parmi les 19 sièges de la délégation vaudoise, où les forces les plus importantes, soit le PSV et le PLR, détiennent chacun 5 sièges au National. Face à cette situation, le POP a décidé de proposer une liste de 19 candidats et candidates dont la moyenne d'âge est de 42 ans. Elle est réellement représentative de la société, en donnant une large place au monde du travail, avec une parité des genres, où l'on retrouve la députée, Céline Misiégo. «Toutes les études le montrent: nos parlements, à tous les niveaux, sont essentiellement composés par des professions libérales, des chefs d'entreprise et des politiciens professionnels. Dans ce contexte, le rôle du POP est de "faire de la politique par le bas". C'est aussi comme cela que nous pourrions stopper les projets anti-populaires comme la hausse de l'âge de la retraite ou la baisse du taux d'imposition des grandes entreprises», assure la formation. Au programme, des axes sociaux, avec comme proposition-phare la défense d'un système protecteur de retraites, notamment en fusionnant le 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> pilier, mais aussi des services publics de qualité et de proximité, avec l'arrêt des privatisations du



Karl Raschle, Anais Timofte, Zakaria Dridi et Özlem Dursun en conférence de presse.

POP

système de santé et le démantèlement des offices de Poste. Le parti met aussi en avant une écologie populaire, avec la mise en place de transports publics gratuits, mettant à contribution les grosses fortunes et les multinationales, ainsi qu'une agriculture de proximité respectueuse de l'environnement, de même que la mise en place d'une souveraineté alimentaire nationale. Au niveau international, le POP s'affiche résolument contre une entrée de la Suisse dans l'UE ou l'OTAN.

Le parti a aussi décidé de lancer deux candidats dans la course au

Conseil des Etats. Rappelons que la députation vaudoise est actuellement tenue par le PLR Olivier Français, qui ne se représente pas et par la Verte, Adèle Thorens Goumaz. Sempiternel, le socialiste Pierre-Yves Maillard, actuel conseiller national et président de l'USS, est dans la course. Conseillère communale à Lausanne et présidente du POP vaudois, Anais Timofte a décidé de relever le défi qu'elle avait déjà assumé en 2019. De même que Zakaria Dridi, informaticien, assistant parlementaire au Grand Conseil et co-fondateur de la Grève du Climat. **JDR**

8 MARS

## En route vers la grève nationale du 14 juin

**A** l'occasion du 8 mars, journée internationale des droits des femmes, l'occasion sera belle de préparer la prochaine grève nationale du 14 juin. A Genève, un cortège et une mise à feu du patriarcat sont prévus dès 17 heures. Quatre jours avant, les collectifs régionaux se donneront rendez-vous à Fribourg (Fri-Son) pour des Assises nationales. Au menu, différents ateliers touchant à la grève sur les lieux de travail, sur les lieux de formation ou celle du travail reproductif et de care. L'objectif sera aussi de lancer l'appel national définitif à la grève féministe du 14 juin, contenant toute une liste de revendications. Celles-ci touchent à des sujets variés, qui vont de la

réduction du temps de travail au partage du travail domestique, en passant par l'exigence de rentes qui permettent de vivre dignement, par la liberté de choix en matière de sexualité et d'identité de genre ou le refus de la violence sexiste, homophobe et transphobe. Du côté des syndicats comme Unia, la mobilisation est engagée et des actions auront lieu sur les lieux de travail ou dans l'espace public le 14 juin. «La grève de 2019 a été la plus grande mobilisation de Suisse. Et pourtant, l'inégalité demeure! Nous luttons de toutes nos forces», assure Aude Spang, secrétaire des femmes d'Unia. **RED**

Plus d'infos sur [www.grevefeministe.ch](http://www.grevefeministe.ch)



# Mise au pas des universités

**Le rejet par l'exécutif du candidat au poste de Recteur de l'UNIGE Eric Bauce, portant un projet à contre-courant de la *doxa* néolibérale, démontre que les réformes de l'enseignement supérieur exigent une participation active de l'Etat pour s'assurer de la stabilité de ce régime d'accumulation. Explications.**

Nicolas Rault

La genèse de ces réformes nous ramène à la période de massification des universités depuis 1945. Face aux conséquences des chocs pétroliers des années 1970, l'enseignement supérieur est présenté «comme la solution possible au ralentissement économique [...] le remède au chômage» et un outil essentiel dans un marché mondial extrêmement concurrentiel<sup>1</sup>. Les nouveaux rapports entre universités et économie s'ancrent autour du concept de «l'économie du savoir» qui décrit la manière dont le savoir est repris par la logique

marchande, alors même qu'en tant que bien public, il entre en contradiction même avec son utilisation en tant que marchandise<sup>2</sup>. Le savoir académique prend la forme d'«une information rentable, un capital accumulable, une suite continue d'innovations et d'obsolescence» – définition reprise par l'Union Européenne pour le processus de Bologne. Le cas britannique éclaire les dynamiques dans la lutte néolibérale contre l'inflation et le chômage. La massification des universités demandant un financement jugé excessif, le gouvernement de Margaret

Thatcher décide de mettre les universités au pas de la nouvelle gestion publique (NPG) avec la volonté «de réduire l'esprit corporatiste du corps académique et lui imposer la logique de la compétition et de la rentabilité»<sup>3</sup>. Progressivement, la NPG envahit le continent européen et transforme le paysage universitaire.

Si les accords de Bologne sont signés en 1999, le processus de libéralisation débute dès les années 80, avec les premières réformes des universités européennes. Sur la décennie suivante, l'OCDE, l'OMC et la Banque



DR

## SUISSE

de la Confédération et du canton, les cantons jouissent d'une grande liberté quant à la gestion des universités – la Confédération n'intervient que sur quelques questions budgétaires, si nécessaire.

Mais, dès 1999, la Confédération modifie la loi pour élargir ses compétences sur la politique universitaire<sup>5</sup>. Désormais, le financement fonctionne par le couple enveloppes budgétaires / performances: les Etats cantonaux allouent un budget sur quatre ans qui justifie l'évaluation de l'établissement académique en termes de performances (l'argent de l'Etat ne peut se dépenser aveuglément).

### On arme les universités d'un rectorat fort, indépendant des différents corps universitaires et de leur lenteur démocratique

mise au pas à la concurrence internationale et à son rapprochement des entreprises privées.

En revenant au contexte genevois, il est intéressant que la loi actuelle sur l'Université de 2008 émerge après l'instrumentalisation par les pouvoirs politique et académique d'une «crise de notes de frais», survenue deux ans plus tôt. Profitant de la perte de légitimité de l'institution, le Conseil d'Etat mandate Thierry Béguin, un PLR neuchâtelois, pour faire la lumière sur les événements et appuyer l'obsolescence de la loi de 1973 face à la concurrence acharnée entre universités. Son rapport fait mouche et un projet de loi est rédigé sous l'impulsion de Ruth Dreifuss, fortement inspirée par la NGP. Le Rectorat de l'UNIGE se retrouve avec un pouvoir accru, assurant la rapide prise de décision stratégique, libérée de la «lourdeur» de la collégialité, et l'insertion dans un marché européen de la connaissance.

Au final, en sus d'une gouvernance forte et d'un mépris pour la participation étudiante, du corps intermédiaire et du personnel administratif et technique, la réforme de l'UNIGE se construit sur l'autonomie face au Conseil d'Etat, dont le rôle se réduit à la négociation d'une convention d'objectifs quadriennale (assurant une plus grande autonomie décisionnelle) et la validation du Recteur proposé par l'Assemblée universitaire. Quinze ans après l'introduction de la nouvelle loi sur l'Université de Genève, cette prérogative permet à un Conseil d'Etat genevois avec une majorité de gauche de rejeter un projet alternatif à la NGP, nous rappelant que la gauche rose-verte s'allie sans tension avec les exigences de l'accumulation capitaliste. ■

1 Dardot, Pierre, Laval, Christian, *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, Paris, La Découverte, 2009.

2 Martin, Eric, Ouellet, Maxime, «La gouvernance des universités dans l'économie du savoir», IRIS, 2010.

3 Laval, Christian (et al.), *La nouvelle école capitaliste*, Paris, La Découverte, 2011.

4 Terrier, Jean, «Le processus d'«autonomisation» des universités suisses», Carnets de bord, 2002.

5 Jost, Hans-Ulrich, «La révolution oblique des universités suisses», Paris, Syllepse, 2015.

mondiale font pression pour mettre sur l'agenda politique européen la création d'un marché international des universités «reposant sur le libre-échange généralisé».

L'harmonisation des universités, conséquence de leur mise en concurrence, s'accélère avec les accords de Bologne, reposant sur deux objectifs «l'intégration de l'enseignement supérieur [...] dans un «marché mondial de l'éducation» et la subordination de l'université aux exigences des entreprises».

Ceci passe par une affirmation de l'autonomie organisationnelle des universités face à l'Etat qui s'appuie sur des mesures législatives pour transformer les processus d'élection de l'exécutif – le Rectorat – aux dépens de la collégialité académique.

Ces mesures législatives, comme l'analyse Jean Terrier, prennent un tournant particulier en Suisse car la législation sur les universités est répartie entre des lois fédérales et cantonales<sup>4</sup>. A partir de la fin des années 90, la Confédération tente d'amorcer des réformes législatives, mais s'avère dépendante des cantons. Contrairement au cas des HES qui tombent à la fois sous la juridiction

La pression budgétaire et la mise en concurrence requièrent le rejet de la structure collégiale au profit d'une gestion managériale. Il est nécessaire d'armer les universités d'un rectorat fort, indépendant des différents corps universitaires et de leur lenteur démocratique.

Jean Terrier montre comment ces principes se retrouvent dans la majorité des réformes en Suisse: «l'enveloppe budgétaire fait ainsi partie de la Loi sur l'université du canton de Fribourg [...] et de celle du canton de Zurich [...]. Dans le canton de Vaud, le contrat est explicitement mentionné dans l'avant-projet pour une nouvelle sur l'université d'octobre 1996 [...]. Dans l'attente de la ratification de la nouvelle loi, le rectorat de Lausanne a signé avec le Conseil d'Etat une Convention d'objectifs 2001-2004 [...] permettant d'évaluer le degré de réalisation de ses missions générales, objectifs stratégiques et opérationnelles». Ainsi, dès la fin des années 1990, le paysage universitaire suisse se transforme sous la pression d'une



# Sortir l'alimentation des lois du marché

**Les producteurs de nos denrées alimentaires indigènes vivent trop rarement dignement de leur travail. L'accès à une alimentation de qualité et durable, bien qu'indispensable, n'est pas donné à tout le monde. Penser un modèle favorable aux agriculteurs et aux acheteurs est urgent, et possible.**

**Balmain Badel**

**D**ans la petite ferme de la famille Müller, à Sempach dans le canton de Lucerne, on était éleveurs de porcs depuis 1973. Un métier que plus de 3'500 exploitations agricoles exerçaient en 2020 (OFS) et qui consiste à s'occuper de truies qui donneront naissance à des porcelets. Les petits restent auprès de leur mère plusieurs semaines avant d'être démenagés dans l'une des 1'300 exploitations d'engraissement du pays (des coordinateurs jouent le rôle d'intermédiaires entre les éleveurs et les producteurs d'engraissement, la concurrence existe évidemment dans

cette fonction). Les cochons y resteront trois à quatre mois, le temps de suffisamment grandir avant d'être envoyés à l'abattoir, où ils seront transformés en viandes et autres charcuteries que nous retrouverons principalement sur les étals des entreprises de grande distribution. En effet, le système agro-industriel suisse est caractérisé par une forte concentration de la distribution alimentaire, où les grandes chaînes comme Coop et Migros détiennent une part de marché combinée de plus de 70% sur la vente de ces produits. Les 30% restants de la distribution sont partagés entre grandes surfaces,

marchés locaux, coopératives alimentaires, magasins spécialisés, bouchers, épicerie fines, restaurants et autres cantines, et les ventes directes par les producteurs. Ces dernières, selon une étude de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG), représentaient 6,7% de la distribution en 2018, soit une augmentation de 2% par rapport à 2010, mais ce canal alternatif reste largement minoritaire.

#### **Les tares du monde des affaires**

Markus Müller, notre agriculteur suisse alémanique, a récemment dû mettre un terme à l'élevage de porcs que ses

## SUISSE

La pandémie de Covid a effectivement perturbé les chaînes d'approvisionnement, entraînant une certaine pénurie de viande sur le marché mondial. De plus, les restrictions de voyage ont réduit l'offre de main-d'œuvre, engendrant des retards dans l'abattage et la transformation des animaux. La viande importée était exceptionnellement moins disponible ou plus chère, permettant aux producteurs suisses de vendre davantage et à des prix plus élevés, ce qui a attiré de nouvelles personnes sur le marché et poussé les grands domaines à augmenter leur offre. Avec la reprise des échanges commerciaux et du reste de l'activité, les stocks disponibles de marchandises locales ont dépassé la demande, provoquant une baisse des prix.

### La pandémie de Covid a effectivement perturbé les chaînes d'approvisionnement, entraînant une certaine pénurie de viande sur le marché mondial

paysannes et non aux nouveaux agriculteurs. Pour limiter les effets du libre marché, les paysans se tournent vers l'Etat, pourvoyeur de paiements directs qui deviennent indispensables à la poursuite de la majorité des exploitations nationales. En 2019, le budget fédéral avait alloué un total 3 milliards de francs à ce type d'aides. Dans la filière du porc, où les coûts de production sont élevés en raison de normes particulièrement strictes, ce serait 30 millions de francs qui ont été versés aux acteurs de la branche en 2020.

Selon M. Müller, cet argent est injustement distribué: «Pour ma petite ferme, je touche environ 16'000 francs par an en paiements directs. Ces paiements sont soumis au respect de différentes règles et sont aussi versés en fonction de la taille de l'exploitation et de sa production. Les grosses entreprises en profitent donc plus que les petites, encore une fois».

#### Des exigences nouvelles

Dans le canton de Neuchâtel, se trouve le petit village d'Enges, où travaille Vanessa Renfer. Cette mère de quatre enfants qui a grandi dans la banlieue lausannoise a plaqué son parcours de sage-femme pour rejoindre la ferme de son compagnon, il y a près de 20 ans. Tout un programme: des poules, des vaches allaitantes, des cultures, du poulet d'engraissement, de la vigne... Et dès le départ, elle exige une chose: être salariée de l'exploitation. Un enjeu féministe primordial, à l'heure où encore près de 70% des agricultrices travaillent sans être déclarées pour l'entreprise de leur conjoint, généralement sans toucher la moindre rémunération et sans couverture sociale. «Je suis stupéfaite de la très traditionnelle distinction des rôles qui subsiste. Quand je vois le contenu des cours actuels et la séparation des sexes qui y est toujours apprise, ce n'est pas très encourageant», déplore-t-elle. Egalement engagée à temps partiel comme secrétaire syndicale depuis six ans chez Uniterre, elle évoque avec nous les revendications de l'Assemblée Citoyenne pour une politique alimentaire qui s'est tenue de juin à novembre 2022: une production diversifiée et adaptée aux conditions locales, une

parents avaient entamé il y a 50 ans. Lui qui a possédé jusqu'à trente truies simultanément a, petit à petit, diminué cette activité pour désormais ne plus avoir que deux bêtes. Comme ce travail ne lui permettait plus de vivre dignement, il a finalement dû se rabattre sur la production de lait pour la transformation fromagère. Pour compléter ses revenus, il doit louer une partie des chambres de sa ferme et produire de l'électricité solaire pour la revendre. Sa situation financière n'est pas enviable pour autant et ne sera pas tenable à long terme, et il nous confie souhaiter revenir à la production porcine un jour, si possible.

«L'été passé, les prix du porc étaient historiquement bas et je ne pense pas que la grande distribution soit directement coupable cette fois. Ce contexte est dû à la pandémie, lors de laquelle de nouveaux acteurs sont arrivés dans le secteur et les gros producteurs qui avaient les moyens ont agrandi leurs productions, ce qui a poussé les prix vers le bas», d'après lui.

Le cercle vicieux ne s'arrête pas là: quand l'offre est trop élevée, les abattoirs prennent logiquement moins de bêtes. Or, quand un porc dépasse un certain poids, le producteur perd jusqu'à 50 centimes par kilo en trop. Les porcs qui «stagnent» faute de demande continuent donc de s'engraisser, et leur prix de diminuer. Car oui, un porc trop lourd a tendance à être trop gras et donc à donner une viande moins bonne. De plus, le fait de l'avoir engraisé plus longtemps fait que l'animal aura nécessité plus de nourriture et donc plus de frais. Un exemple parmi d'autres de fluctuations du marché potentiellement fatales aux plus petites entreprises, comme celle de M. Müller. En 20 ans, le nombre d'exploitations agricoles a par ailleurs diminué de 31%.

En plus de la pénibilité financière, les terrains agricoles se perdent au profit de la construction, et la loi facilite l'accès à une ferme aux familles

agriculture rémunératrice et écologique, avec un accent mis sur la régulation des importations.

Des exigences qui, bien que désirables, ne sont pas atteignables par toutes les fermes, notamment en raison des coûts supplémentaires qu'elles nécessitent couplés aux prix bas imposés par la grande distribution et les affres du monde des affaires. Et puis vient le sujet qui fâche de la diminution de la consommation de viande, particulièrement soutenue par le comité scientifique de l'Assemblée. Vanessa Renfer clame alors: «Je suis productrice de viande, et aussi la première à dire qu'il faut réduire cette consommation. Si je peux faire la moitié moins de poulet tout en continuant à gagner ma vie, il n'y a aucun problème, je signe demain!»

## Pour une assurance sociale alimentaire

Le cœur du problème est peut-être là: des agriculteurs désireux de produire dans le respect des animaux, du consommateur et de l'environnement, mais qui en sont parfois empêchés, à cause du risque de tomber à court de ressources. De l'autre côté, des clients qui souhaitent se diriger vers une alimentation toujours plus saine et écologique, mais sans toujours avoir les moyens de se l'offrir. En 2019, d'après une enquête de l'OFS, 10% de la population suisse était contrainte économiquement dans ses achats alimentaires. De plus, 10,7% des personnes interrogées ont affirmé avoir réduit leur consommation de viande et 4,4% celle de fruits et légumes, à cause de leur situation financière. La même année, Caritas a compté que 615'000 personnes étaient en situation de précarité alimentaire, soit 7,5% de la population suisse. Et depuis 2019, inutile de dire que la situation s'est sans aucun doute aggravée. Alors comment aborder une transformation sociale qui puisse concilier tous ces enjeux?

Pour répondre à la question, Vanessa Renfer nous met en contact avec son confrère Alberto Silva, secrétaire politique chez Uniterre et maraîcher à Siviriez, dans le canton de Fribourg. Il nous fait alors part d'une idée qui commence tout juste à faire son chemin en Suisse: une assurance sociale



Un jour peut-être nous cotiserons pour une assurance sociale de l'alimentation. AMERICA\_STOCK

de l'alimentation. «C'est un projet qui pourrait permettre de garantir une rémunération correcte des agriculteurs suisses et une alimentation saine et abordable pour tout le monde. Il faut sortir les moins aisés des modes de consommations ultra-transformées, bon marché, qui sont sources de problèmes de santé», affirme le maraîcher.

## «Nous sommes à un tournant aux niveaux de notre sécurité alimentaire et de la rémunération des producteurs»

Un groupe de travail réunissant son syndicat et d'autres organisations impliquées de près ou de loin dans l'alimentation et sa production s'est rencontré une première fois en novembre dernier pour discuter du projet et se verra fin mars en compagnie de camarades de l'équivalent français d'Uniterre, la Confédération paysanne. «Ils ont énormément travaillé sur le sujet<sup>1</sup> et ils viendront nous en parler», se réjouit Alberto Silva. L'idée, à l'état embryonnaire, serait de se calquer sur le modèle de financement «social et

solidaire» de l'AVS, par cotisations sociales, puis de doter chaque citoyen d'une carte d'assurance alimentaire sur laquelle serait versé un certain montant chaque mois. Cet argent ne serait ensuite utilisable que chez des producteurs désignés comme remplissant certains critères encore à définir (par exemple: production locale, écologiquement vertueuse, détenue par ses travailleurs), sans passer par des intermédiaires de la grande distribution.

Un modèle qui, une fois ficelé, pourrait d'ailleurs être envisagé dans bien d'autres secteurs de la société. Alberto Silva conclut: «Il y a encore énormément de choses à préciser, comme le taux de cotisation à appliquer. Et il faut réfléchir à rendre l'idée acceptable, proposer une nouvelle assurance sociale en Suisse étant compliqué. Il nous faudra donc être stratégiques. Mais l'on espère que le projet prendra de l'ampleur, car nous sommes à un tournant aux niveaux de notre sécurité alimentaire et de la rémunération des producteurs, ce sont des sujets préoccupants. C'est aussi une question de santé publique où agriculteurs et consommateurs pourraient parler d'une même voix.» Il y a du bon pain sur la planche. ■

<sup>1</sup> [www.buergerinnenrat.ch/fr/qui-fait-partie-du-conseil-citoyen](http://www.buergerinnenrat.ch/fr/qui-fait-partie-du-conseil-citoyen)

<sup>2</sup> [www.securite-sociale-alimentation.org/la-ssa/historique](http://www.securite-sociale-alimentation.org/la-ssa/historique)

# En France, la réforme des retraites quitte l'Assemblée

Le débat sur le projet du gouvernement s'est clos. A défaut du retrait d'un nombre conséquent d'amendements des Insoumis, l'article 7 n'aura pas été examiné contrairement au souhait de l'intersyndicale et des autres forces de la Nupes.

Julia Hamlaoui, paru dans *l'Humanité*, adapté par la rédaction

La fin des débats à l'approche de minuit à l'Assemblée ce 17 février aura été à l'image de l'ensemble de l'examen de la réforme des retraites : confus et agité. Avant de mettre un terme à la séance – sous les huées de la Nupes – au nom de l'article 47-1 de la Constitution (utilisé par l'exécutif pour restreindre le délai d'examen du texte), Olivier Dussopt a tenté d'ultimes «explications» dans la soirée sur les carrières longues, pour lesquelles les députés ont exigé de séance en séance, comme pour les 1'200 euros de pensions, une explication claire : est-ce que certains de ceux qui ont commencé à travailler avant 21 ans devront cotiser 44 ans plutôt que 43? «Je ne dirai jamais devant l'Assemblée nationale que la durée de cotisation serait un plafond», a tenté d'esquiver le ministre du Travail, estimant que ce serait «mentir». Malgré le retrait de quelques amendements (sur les 1'000 déposés, mndlr), les insoumis ont choisi d'en maintenir la plupart, contrairement aux députés PS, PCF et EELV. Au final, ni le texte ni l'article 7 sur le report de l'âge légal à 64 ans n'ont fait l'objet d'un vote. En 73 heures de débats, les députés ont eu le temps d'adopter l'article liminaire et l'article premier sur la suppression des régimes spéciaux, de rejeter l'article 2 sur l'index senior et de débattre de propositions de financements alternatifs notamment venues de la gauche, rejetées par la majorité.

«Nous regrettons profondément que nous n'ayons pu débattre de l'article 7, qui est le cœur de cette réforme. Nous avons tout fait pour mais je peux



De nouvelles manifestations contre la réforme sont prévues dès le 7 mars.

DR

vous dire que ce débat nous allons continuer de le mener avec les salariés, les Français et nous ferons tout pour faire battre en retraite votre réforme», a lancé, le secrétaire national du PCF Fabien Roussel, dans l'hémicycle, fustigeant «le choix de taxer la vie des travailleurs plutôt que d'aller chercher de nouvelles recettes sur le capital, sur les richesses que nous produisons, nous les salariés».

## La suite dans la rue

Une détermination à poursuivre le combat contre la réforme du gouvernement qui, elle, fait l'unanimité à gauche : «Le débat a permis de lever tous les lièvres, sur les femmes, sur les 1'200 euros, sur l'ensemble des sujets sur lesquels vous avez cherché à tromper les Françaises et les Français. Personne ne s'y trompera et nous vous donnons rendez-vous le 7 mars

prochain dans les rues de France», a, à son tour, lancé le socialiste Olivier Faure à cinq minutes de la fin de la séance.

D'ici au 7 mars, journée de grève que les syndicats souhaitent massive, le texte sera arrivé sur la table du Sénat. Il devait y être transmis dès le 28 février. «Le gouvernement saisira le Sénat du texte qu'il a initialement présenté, modifié par les amendements votés par votre Assemblée», a précisé le 17 au soir le ministre du Travail Olivier Dussopt devant les députés. Leurs collègues du palais du Luxembourg auront du 2 au 12 mars pour leurs travaux en séance. Une commission mixte paritaire sera ensuite convoquée à la mi-mars pour trouver un éventuel accord (qui devra être validé par un vote), alors que la date limite d'examen au Parlement est fixée au 26 mars. ■

# Saisir le capitalisme depuis sa périphérie

Il y a 75 ans, une institution destinée à promouvoir le développement économique de l'Amérique latine est créée sous les auspices de l'ONU. Elle sera finalement à la source d'une révolution dans la manière de penser le capitalisme à l'échelle internationale.

Sebastian Zelada

La Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) naît en 1948 dans le même élan que les grandes institutions internationales destinées à reconstruire le capitalisme d'après-guerre. Son premier directeur, l'Argentin Raúl Prebisch, signe en 1949 un texte devenu classique et destiné à présenter les défis à relever pour son organisation. L'économiste y établit sa célèbre division entre centre et périphérie, ainsi que les bases de ce qui sera connu comme la thèse de la détérioration des termes de l'échange. L'idée est simple: spécialisés dans l'exportation de matières premières, les pays d'Amérique latine font face, depuis au moins le dernier tiers du 19<sup>ème</sup> siècle, à une augmentation relative des prix des produits manufacturés qu'ils importent d'Europe et des Etats-Unis. Alors que la théorie économique dominante souligne les bienfaits de la spécialisation, pour Prebisch la périphérie ne cesse de s'appauvrir par rapport au centre. Surtout, cet appauvrissement est structurel.

Pour la CEPAL de l'époque, la solution passe par l'intensification du commerce international, non son démantèlement. Afin de permettre aux pays de la périphérie de financer leur industrialisation, les pays du centre doivent ouvrir leurs marchés aux matières premières de ces derniers et cesser de protéger leurs propres secteurs agricoles. Pourtant, face au manque de coopération des nations capitalistes développées, de jeunes collègues de Prebisch vont progressivement remettre en cause certains des postulats théoriques de la CEPAL. Ils vont notamment souligner le peu de poids accordé aux divisions de classe qui fracturent les pays de la périphérie et la croyance naïve en la bonne volonté des pays du centre. Tout en reprenant l'analyse structuraliste de Prebisch, ces économistes et sociologues vont puiser dans le marxisme pour produire une étude historique des limites du développement en Amérique latine. Particulièrement forte au Brésil, cette pensée va essaimer dans le reste de l'Amérique latine lorsque certains de ces jeunes intellectuels s'exilent suite à la prise de pouvoir des militaires en 1964. Un certain nombre d'entre eux, tels Fernando Henrique Cardoso ou Ruy Mauro Marini, rejoignent la CEPAL à Santiago. Cette dernière va dès lors accentuer



Siège de la CEPAL à Santiago au Chili.

ORLYWINER

son virage vers la gauche, alors que Prebisch, plus conservateur, est à Genève pour diriger la CNUCED.

Galvanisé par le climat révolutionnaire des années 1960, ce qui sera bientôt connu mondialement sous le nom de théorie – ou école – de la dépendance va prendre diverses formes, parfois rivales entre elles. Mais leur point commun est cette volonté de penser la réalité sociale en Amérique latine en prenant en compte la manière dont ses économies se sont historiquement intégrées au capitalisme mondial. Elle inspire aussi des penseurs radicaux ailleurs dans le monde: Samir Amin ou Immanuel Wallerstein reprennent certaines de ses intuitions pour comprendre les sociétés du Moyen-Orient et d'Afrique.

Les régimes contre-révolutionnaires des années 1970 vont néanmoins porter un coup dur à cette école de pensée en brisant la plupart de ses appuis institutionnels. Certains *dependentistas* joignent la pratique à la théorie – comme Marini qui s'engage dans le MIR chilien – alors que d'autres renient leur engagement, tel Cardoso, président du Brésil entre 1995 et 2003. Mais quelles que soient les destinées individuelles de ses protagonistes, la CEPAL et son héritage ont permis pour la première fois d'offrir un point de vue radical et géographiquement décalé sur les dynamiques du capitalisme mondialisé. ■

# Quand l'Europe manifestait contre les missiles de l'OTAN

En 1983, l'Allemagne de l'Ouest, l'Angleterre, l'Italie, la Belgique et les Pays-Bas étaient ébranlées par des manifestations monstres contre l'installation de missiles nucléaires américains sur leur sol. Aujourd'hui, où en est le mouvement pacifiste ?

Paris Kyritsis

**A** la fin des années 1970, dans un contexte de fin de la période dite de la «détente» entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, cette dernière décide de remplacer son système de missiles nucléaires installé en Europe de l'Est par un système plus performant, qui menacerait directement l'Europe de l'Ouest. En réaction, l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN), alliance militaire sous direction étasunienne qui regroupe la plupart des pays d'Europe de l'Ouest, projette quant à elle de déployer des missiles nucléaires de type Pershing II en Europe, principalement en Allemagne de l'Ouest, c'est ainsi que débute la «crise des euromissiles». Les Soviétiques souhaitent immédiatement mener des négociations pour un désarmement conjoint, mais l'élection de l'anti-communiste fanatique Ronald Reagan à la présidence des Etats-Unis le 4 novembre 1980 laissera le champ à l'escalade.

Le déploiement des missiles étasuniens devait être immédiat, mais les populations des pays concernés, Allemagne de l'Ouest, Angleterre, Italie, Pays-Bas et Belgique, ne l'entendront pas de cette oreille. Au cours des années 1981-1983, naissent un profond mouvement pacifiste et des manifestations massives inédites dans les pays concernés, qui culmineront en octobre 1983, avec presque un million et demi de manifestants en Allemagne de l'Ouest, soit le plus important mouvement que le pays ait connu après-guerre.

Cette mobilisation mit une pression considérable sur les gouvernements européens. Elle réussit à pousser aux négociations, mais ne put empêcher l'installation des missiles dès la fin 1983, excepté en Belgique et aux Pays-Bas, où l'opposition fut la plus forte, y compris parmi les dirigeants.

## Un mouvement pacifiste affaibli

Les organisations pacifistes n'étaient pas dupes de la co-responsabilité des deux blocs dans cette escalade, mais elles optèrent avant tout pour une stratégie visant à éviter que



L'opposition de l'Europe aux Pershings étasuniens fut massive. DP

d'avantage d'huile ne soit jetée sur le feu: «Il n'est pas de notre propos de distribuer les blâmes parmi les dirigeants militaires de l'Est et de l'Ouest. Les deux côtés sont également coupables. Les deux côtés ont adopté des postures menaçantes et commis des actes d'agression dans différentes parties du globe», affichait par exemple l'Appel pour le désarmement nucléaire européen d'avril 1980.

Retour en 2023, un an après l'invasion russe de l'Ukraine, force est de constater que cet esprit d'analyse priorisant la désescalade qui caractérisait le mouvement pacifiste il y a 40 ans est fortement battu en brèche. Les pays de l'OTAN n'hésitent pas à alimenter la guerre par procuration qu'ils livrent à la Russie en Ukraine, à travers des livraisons incessantes d'armes lourdes qui se sont accélérées en 2023. Mais en face, les manifestations pacifistes manquent, prises dans la nasse d'un discours atlantiste qui est hégémonique depuis un an. Une coalition d'associations et de partis sous l'impulsion du Mouvement suisse pour la Paix, a néanmoins réussi à faire entendre sa voix en manifestation le 25 février à Zurich, appelant à un cessez le feu immédiat et contre toute velléité d'exportation d'armes suisses en Ukraine. ■

<https://www.friedensbewegung.ch>



# La pénibilité est trop vue comme un problème individuel

La pression dans le travail peut conduire à des gestes irrémédiables comme le suicide d'une postière française vu dans le film « Une tournée dans la neige », présenté au cycle Métro Boulot Kino. Spécialiste en sociologie des organisations à l'Unil, David Giaouque a apporté sa contribution scientifique au débat. Interview.

Propos recueillis par Joël Depommier

**Comment se porte le travail dans le public et le privé? La nouvelle gestion publique (new public management), qui considère que les citoyens sont des consommateurs de services publics pour lesquels l'Etat doit rendre le meilleur service au moindre coût, est-elle toujours de mise?**

**DAVID GIAOQUE** Ce mode de gestion né au début des années 2000 est moins prégnant. Les organisations privées et publiques sont pilotées aujourd'hui par une multiplication d'indicateurs de

gestion ou de performance mis en place par les différents niveaux de direction pour planifier des activités de plus en plus complexes. Tout en étant de plus en plus éloigné des réalités du terrain, ce pilotage impose des nombreuses contraintes dans le fonctionnement de l'entreprise ou le cahier des charges des salariés sur un mode très problématique. Dans le même temps, tous les cadres sont tenus de se contrôler suivant l'ordre hiérarchique et la chaîne de commandement, ce qui induit aussi des souffrances aux échelons inférieurs.

D'une certaine façon, le taylorisme<sup>1</sup> s'est réinventé. Le facteur majeur dans la gestion d'entreprise devient la question de la productivité. Elle pousse à réaliser des activités de plus en plus précises dans un temps de plus en plus court, en chronométrant par exemple les performances, ce qui est affligeant, et en exerçant, dans le même temps, une pression sur les salaires.

**Par quelles raisons idéologiques ce modèle est-il justifié? Par la mondialisation et la concurrence?**

La pensée néolibérale, qui stipule qu'il n'y a pas d'alternative à la gouvernance par le marché y est pour beaucoup, en poussant à la libéralisation des secteurs publics. Celle-ci est loin d'être une panacée comme on le voit à l'exemple du marché de l'électricité. Dans le cas du marché postal, les politiques ont encouragé l'ouverture face à de nouveaux concurrents bien réels et demandé aux anciennes régies publiques de dégager de la productivité ou d'économiser les deniers publics. Ce qui n'est pas toujours heureux, puisque certaines prestations publiques et le service en pâtissent parfois.

De surcroît, les pouvoirs publics réagissent peu face aux pénibilités physiques ou psychiques des travailleurs, qui sont toujours vus comme des problèmes individuels. On a encore trop tendance à considérer systématiquement que ces problèmes de pénibilité sont d'ordre personnel et non liés à l'organisation collective du travail. Le burn-out, qui n'est pas encore reconnu comme une maladie, est de fait pris en charge par l'assurance-maladie et non par les entreprises. De plus, la Loi sur le Travail ou le Code des obligations suisses restent parmi les plus libéraux du monde occidental, même si le licenciement reste plus difficile dans le secteur public que dans le privé.

### **L'économie de plateformes accentue-t-elle encore ces pressions sur le travail?**

L'économie de plateformes et l'ubérisation du travail sont les modèles ultimes de menaces sur le salaire et la main d'œuvre. Il conviendrait que les entreprises du secteur considèrent les travailleurs comme des salariés, leur donnant un accès aux assurances sociales. Ceci étant dit, on assiste à une réaction salutaire des cantons face à ce modèle de dérégulation. La pénurie actuelle de personnel fait aussi que les salariés pourraient se détourner de ce type de travail.

### **Comment identifier et mesurer cette pénibilité au travail?**

Les problématiques de santé au travail s'expliquent par le rapport entre ressources des individus (compétences, connaissances, relations sociales, autonomie) et contraintes qui pèsent sur

eux. Si les contraintes dépassent les ressources à disposition des acteurs, plus les risques de maladies professionnelles sont grands. La pénibilité d'un travail doit aussi toujours être contextualisée.

Selon la littérature scientifique, celle-ci s'accroît en cas d'absence de lien social ou d'entraide entre collègues, elle s'accroît aussi dans le cas de relations étroites avec des usagers ou des clients. Dans ce dernier cas, les exigences des clients et usagers peuvent vraiment constituer un facteur de pénibilité au travail, même si ces contacts avec les clients et usagers peuvent aussi constituer une dimension importante pour nourrir le sens au travail. En tous les cas, l'isolement social ou professionnel accentue donc le mal-être au travail.

## **Les pouvoirs publics réagissent peu face aux pénibilités physiques et psychiques du travail**

### **Comment améliorer la situation face à cette pénibilité?**

Il serait extrêmement important que les directions d'entreprises s'intéressent vraiment à l'activité réelle des salariés et que cela devienne l'élément central

du management des organisations. Si l'on vide de sens les activités des salariés, ceux-ci seront aussi plus enclins à quitter leur poste. La nouvelle génération semble vouloir ces changements. Ceux-ci sont aussi nécessaires si l'on veut attirer du personnel qualifié.

### **L'Allemagne d'après guerre avait instauré un principe de co-gestion d'entreprises. Est-ce un modèle à suivre et même à redynamiser?**

Ce modèle de capitalisme rhénan est assez proche de celui de la Suisse, basé sur la Paix du travail, avec des négociations avec les puissants syndicats d'alors du métal ou de l'automobile. Cependant, du fait de leur affaiblissement un rapport de force plus défavorable s'est développé. L'affaiblissement des représentations du personnel n'est pas une bonne nouvelle dans la mesure où elle ne permet plus de faire face à l'individualisation des contrats de travail, des négociations salariales et de la gestion du personnel. Lorsqu'une personne a un problème au travail, cela devient son problème et pas celui d'un collectif. Ce modèle de co-gestion constituerait donc un modèle alternatif intéressant, mais est-il transférable à la réalité helvétique? ■

<sup>1</sup>Norme pour obtenir des conditions propres à fournir le rendement maximum dans le cadre d'une organisation, proposant une séparation entre «cols-blancs» et «cols-bleus».

## **Du cinéma et des débats**

Fondé en 2012 par l'Ecole syndicale d'Unia Genève et du Collectif Travail et santé fondé en 1998, et animé pendant des années par Viviane Gonik, spécialiste de la santé au travail récemment disparue, Metro Boulot Kino est un ciné-club genevois qui propose des séances de cinéma, suivies d'une discussion tous les mois à la Maison des arts du Grütli, en collaboration avec une association ou un syndicat. Au centre des projections et discussions, le thème du travail. Sont abordées entre autres les problématiques des conditions et de l'organisation de travail, de la souffrance et des risques liés à celui-ci, le statut de l'emploi salarié, l'environnement économique, les résistances des employés et employées. Lors de sa première séance a été projeté *The Navigators* de Ken Loach en présence de syndicalistes des transports publics et des transports privés. Depuis, des films comme *Attention Danger Travail* de Pierre Carles, *Prud'hommes* de Stéphane Goël, *La Sociale* de Gilles Perret, *Les Travail-leu(r)ses du sexe* de Jean-Michel Carré, ou *L'irrésistible ascension d'Amazon* de David Carr-Brown ont tenu l'affiche. **JDR**



# « On trouve des toxiques même dans l'Himalaya »

**Dioxine dans les sols de jardins lausannois, traces de chlorothalonil (fongicide) dans les sources de plusieurs communes du même canton, pollution par le mercure dans les sols de l'usine Lonza en Valais. Comment faire face? Biologiste et écotoxicologue à l'Unil, Nathalie Chèvre nous éclaire.**

Propos recueillis par **Joël Depommier**

**Quelle est la situation de la Suisse en matière de polluants de l'eau, de l'air ou du sol?**

**NATHALIE CHÈVRE** Rappelons que l'on trouve des toxiques partout même dans les neiges de l'Himalaya, mais leur toxicité pour l'humain reste difficile à connaître du fait du manque d'études épidémiologique comme c'est le cas avec la pollution aux dioxines/furanes à Lausanne. Les analyses de scientifiques ne trouvent aussi que les substances qu'ils veulent bien chercher. Il faut encore préciser

que le nombre de groupes de substances chimiques est énorme. L'on connaît plus de 400 pesticides dangereux, plus de 150 sortes de dioxines et qu'outre l'environnement, des substances chimiques se trouvent dans nos cosmétiques ou détergents. En ce qui concerne le premier milieu, la Suisse, en tant que château d'eau de l'Europe, a la chance de se trouver en amont des cours et d'avoir des eaux de bonne qualité, mais l'on constate des traces de pesticides ou des médicaments dans les eaux de surface. Dans

les sols, on trouve des pesticides et des antibiotiques. Comme le covid l'a montré, l'air est aussi un vecteur de transmission de contamination important, notamment à travers des particules fines ou des solvants.

**Comment expliquer ce peu de recul que l'on a sur la dangerosité de ces produits?**

La production de produits chimiques est récente, mais s'est accélérée depuis un siècle. Les premiers produits chimiques ont été utilisés durant



la première Guerre mondiale avec des substances dérivées du chlore (comme le gaz moutarde), puis après la seconde Guerre mondiale a émergé la Révolution verte, avec une augmentation de l'utilisation des pesticides comme le DDT, qui a engendré des problèmes comme l'empoisonnement des terres ou la contamination de l'eau (notamment par les nitrates). L'émergence de maladies comme la baisse de la fertilité chez l'homme, l'obésité, l'autisme ou certains cancers ne sont plus liés à la généalogie, mais à des aspects environnementaux du fait de la pollution. Ces effets qui touchent notre génération ou celles de nos parents doivent faire l'objet de plus d'études épidémiologiques. Mais cela prend du temps. Dans le même temps, si l'on utilise les modèles de risques que l'on a, l'humain ne devrait plus être là et les organismes dans les écosystèmes avoir disparu, d'où un certain optimisme.

#### **Comment vous êtes-vous située dans le débat sur l'initiative d'interdiction de pesticides de synthèse en Suisse soumise aux urnes en 2021?**

Chaque secteur doit faire des efforts et pas seulement l'agriculture. Nous travaillons avec les médecins pour qu'ils prescrivent différemment.

L'industrie et l'artisanat doivent aussi améliorer leur production. On sait par exemple que l'usure des pneus sur la route émet de nombreux toxiques que l'on retrouve dans l'eau. Il en va de même avec la peinture des façades, qui contiennent des particules cancérogènes.

#### **Est-ce que les législations doivent être améliorées?**

C'est un combat de Sisyphe. Dans son pacte vert, l'Union européenne voulait revoir en profondeur le règlement européen Reach (système intégré unique d'enregistrement, d'évaluation et d'autorisation des substances chimiques), mais les lobbies de l'industrie chimique ont réussi à reporter la décision à la fin 2023. La Suisse reste souvent à la traîne des décisions européennes. Une fois que l'UE et l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) ont interdit le dioxyde de titane qu'on trouvait dans les bonbons des enfants comme colorant alimentaire, notre pays lui a emboîté le pas et interdit cet adjuvant en automne 2022. De plus, dans le cas précis de la loi sur la protection des eaux, une valeur limite générale de 0,1 microgramme de pesticide et autres micro-polluants par litre doit être respectée dans l'ensemble des lacs, des ruisseaux et des rivières, mais des restrictions plus strictes selon les substances ont été précisées.

### L'homologation des produits relève de l'auto-contrôle des industries

#### **En cas de pollution avérée, le principe du pollueur-payeur est-il suffisant?**

Le principe est bon, mais dans les cas de grandes pollutions comme on l'a vu à Boncourt dans le Jura avec la chimie bâloise, à Viège avec Lonza ou même à Lausanne, il implique de longs pourparlers pour définir la responsabilité financière du pollueur. Qui de la collectivité, du privé ou des assurances devront finalement payer?

#### **Faut-il durcir aussi l'homologation des produits mis sur le marché?**

L'homologation des produits est tributaire des tests effectués par les industriels et relève de l'auto-contrôle. La procédure est standardisée et se focalise sur un nombre de tests restreints. Dans le cas des néonicotinoïdes (insecticides), néfastes pour les abeilles, ceux-ci n'étaient pas adéquats. Pour l'écotoxicité aquatique, une à deux espèces d'algues sont testées, une espèce de microcrustacés et une ou deux espèces de poissons. Dans d'autres domaines, où les réglementations sont plus faibles voire inexistantes, le flou règne. Nous utilisons quotidiennement des surfactants (pour l'émulsion), cosmétiques, colorants ou additifs sans connaître, le plus souvent, ni le risque pour la santé, ni celui sur l'environnement.

#### **Que dire de «l'effet cocktail» des produits chimiques?**

Force est de constater que nous-mêmes, scientifiques, sommes bien empruntés pour proposer des valeurs limites concrètes pour les mélanges. A l'heure actuelle, nous sommes en mesure d'évaluer les effets des mélanges pour quelque 50 substances grand maximum (essentiellement des pesticides) et ceci pour quelques espèces seulement. Par précaution, il semble donc important et urgent de diminuer au maximum l'utilisation des substances chimiques, de même que leur rejet dans l'environnement!

#### **Tout cela n'est-il pas un peu décourageant. Voyez-vous certains progrès?**

Oui, certaines avancées sont à saluer. Sous l'impulsion de la Confédération, les stations d'épurations (STEP), construites pour éliminer la matière organique, l'azote et le phosphore, devront traiter à grande échelle les micropolluants par charbon actif (qui piège les molécules comme un filtre) ou ozonation (l'ozone, molécule très réactive, casse les substances chimiques). Avec l'ozonation cependant, le risque est de créer des substances de dégradation problématiques, ce qui explique que cette technique est complétée par un filtre. ■

# Des généralistes spécialistes de la relation avec les jeunes

Dans leur jargon, ce sont les TSHM, acronyme pour «travailleurs sociaux hors murs». En quoi consiste leur charge? C'est une méthodologie mise en œuvre par des professionnels qui privilégient une approche extra-muros dotée d'une éthique forte faite de respect et de tolérance au profit des populations les plus exclues.

Joël Depommier

**E**n Suisse, ce travail de terrain débute dans les années 80-90 au temps des mouvements alternatifs, des squats avec ses fameux prêtres loubards ou ses éducateurs de rue, qui vont au-devant de populations ciblées, essentiellement des personnes très précarisées. Il se poursuit au début des années 90 avec l'idée de prévenir les dépendances au temps de l'émergence d'une toxicomanie de rue par trop visible pour certains. Nouveau tournant à la fin des années 90, où l'accent est mis sur les jeunes avec la mission d'aller à la rencontre des ados en difficulté sur leurs lieux de vie et de sorties afin d'établir une relation. Pour les municipalités comme Yverdon-les-Bains (VD), il s'agit alors de régler les problèmes de sécurité et d'incivilités sans passer par la seule répression policière.

«Dès 1994, mais surtout à la fin des années 90, de nombreuses communes ou régions mettent en place des postes de TSHM, certains comme à Genève sont rattachés à une fondation (la FASE, ndlr), d'autres sont engagés directement par les communes. Certains travaillent en équipe, d'autres à l'extrême sont seuls sur de grands territoires», explique le groupe Hors-Murs, composé des praticiens impliqués dans la grande majorité des cantons latins et qui s'est doté d'une charte déontologique en 2003. Le texte affiche notamment comme buts «de promouvoir, de maintenir et de renforcer le lien social entre les individus» et «de contribuer au développement,

à l'épanouissement et à l'émancipation des individus au niveau personnel dans leur environnement familial de sociabilité».

## **A Genève, la FASE: une fondation importante**

«Nos missions au sein de la FASE sont de favoriser l'intégration sociale, en développant des actions auprès de et pour toutes les catégories de la population, mais aussi une citoyenneté active et de répondre aux demandes locales appartenant à ses domaines d'action, en favorisant la mise en lien de ces demandes et des solutions possibles, que ce soit sur le plan individuel ou institutionnel», nous énumère Yann Boggio, secrétaire général de la Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle (FASe), qui s'affiche comme une énorme machine.

## «Nous faisons aussi émerger des demandes implicites, non formulées»

«Nous comptons 1'500 personnes sur le terrain pour 500 emplois équivalents plein-temps. Nous sommes actifs dans 44 communes et regroupons les 47 centres de loisirs, maisons de quartier, terrains d'aventures et jardins Robinson (terrain d'aventures, ndlr) établis sur le territoire cantonal, ainsi que les ludothèques de Genève et

Vernier. De plus, nous coordonnons 15 équipes de travail social hors murs (TSHM) ainsi que différents projets spécifiques, notamment avec des requérants mineurs non-accompagnés (RMNA) ou en organisant des activités extra-scolaires dans des centres aérés ou les mercredis de congé. Le Conseil de fondation de la FASE inclut le canton et les communes, ce qui le différencie des autres cantons, mais aussi les associations de centres et les représentants du personnel», explique-t-il encore. «Notre budget global pour les lieux d'accueil et le personnel se monte à 75 millions, dont 60 millions à notre charge et le reste à celle des communes. En 2023, nous disposerons de 21 postes supplémentaires», précise encore Yann Boggio. En ce qui concerne les travailleurs sociaux hors-murs, il rappelle que «les équipes ont été mises en place dans les années 90, puis reconnues dans la loi dans les années 2003-2004». La FASE a aussi édicté un référentiel opérationnel, consultable par tous, précisant les principes et missions, ainsi que les modalités d'intervention et d'organisation des TSHM.

## **Une équipe de cinq sur le terrain**

Coordnatrice et responsable d'équipe des TSHM de Thônex, qui compte cinq salariés, dont 4 animateurs socio-culturels, Juliette Alix nous reçoit dans sa permanence et son bureau administratif, à quelques encablures de la frontière française. L'équipe œuvre sur le secteur depuis 2017. «Notre



«Nous allons vers le jeune pour susciter le lien et ensuite, c'est à lui d'avoir envie», explique Juliette Alix, coordinatrice TSHM à Thônex.

OLEG SAMOYLOV

travail se situe entre ceux d'éducateur, d'animateur et d'assistant social pour les jeunes entre 12 et 25 ans. Tout en étant des spécialistes de la relation, nous sommes des généralistes, qui travaillons en amont dans la prévention avec beaucoup de partenaires spécialisés, par exemple pour tout ce qui est l'orientation-formation, le suivi médico-social, l'aide sociale ou le logement. Dans le cas d'un ou une jeune en fugue, nous l'envoyons vers le service de protection des mineurs. Nous faisons aussi émerger des demandes implicites, non-formulées de la part des jeunes. On se doit d'être créatifs pour mettre en place les conditions pour qu'un.e jeune se raccroche à quelque chose et trouve sa place dans la société», spécifie-t-elle.

Le champ d'activités des TSHM de Thônex est divisé en six missions. Outre les tournées de rue (3 à 4 «maraudes» par semaine) et le suivi individuel, la structure propose des «petits jobs» pour favoriser l'insertion sociale et professionnelle, mais aussi un accompagnement de projets collectifs comme des sorties en montagnes ou la mise en place d'une émission radio sur Radio Tonic, de même que la promotion du «Sport pour tous», notamment le football en salle en soirées ou

un espace d'écoute et d'accueil au bureau ou dans une villa communale. «Le principe de base, c'est la libre adhésion. On ne décide pas pour eux. Nous allons vers le jeune pour susciter le lien et l'accroche et ensuite, c'est à lui d'avoir envie. Nous offrons aussi un accueil inconditionnel et le respect de l'anonymat. Pour ce faire, tout notre temps n'est pas balisé. Nous avons du temps dit flottant, justement réservé pour tous les suivis individuels, qui, dans les cas les plus prenants, peuvent se monter à 15-20 heures de travail par semaine, ou pour les suivis collectifs», détaille Juliette Alix.

### Des problématiques cumulées

Quid du public cible? «Ce sont tous les jeunes, mais plus spécialement ceux qui sont fragilisés, en risque de décrochage social. Ce sont des personnes vivant des problématiques cumulées, issues souvent de familles monoparentales où la présence du père est discrète. On va essayer avec eux de chercher des réponses, avec toutes sortes de scénarios en vue de leur réinsertion, ce qui peut prendre plusieurs mois. Au niveau cantonal, les problèmes de bagarres, accentués par les réseaux sociaux, nous inquiètent aussi. La jeunesse vit les mêmes maux

que la société, mais de façon exacerbée. Nous veillons aussi à favoriser l'accompagnement des filles, qui sont souvent plus effacées et discrètes que les garçons, en essayant de les valoriser. Nous travaillons bien sûr avec tout le monde. Si un jeune qui va bien nous contacte pour rechercher les financements d'un projet, nous l'aiderons», relève-t-elle, tout en précisant travailler en co-construction avec le service de cohésion sociale de la Ville et en entretenant des relations suivies avec la maison de quartier.

Des améliorations envisageables? «Si les jeunes nous connaissent, la visibilité des structures et la diversité des réseaux du travail social pourraient être encore améliorées, pour une meilleure réponse aux besoins de la jeunesse. Nous avons le projet d'une carte des structures partenaires pour les communiquer aux intéressés», conclut-elle.

Il est vrai qu'il serait un peu dommage de passer à côté d'un tel service, qui favorise un vrai vivre-ensemble au quotidien. ■

Plus d'infos sur:  
[www.dynamointernational.org](http://www.dynamointernational.org)  
[www.grea.ch/platformes/hors-murs](http://www.grea.ch/platformes/hors-murs)  
[www.tshmthonex.com](http://www.tshmthonex.com)  
<https://fase.ch>



# Femme courage

Sengül Köker est ouvrière retraitée de Delémont. Celle qui fut la première réfugiée turque dans le Jura nous livre le récit de ses combats marqués par plusieurs exils.

Claire Liengme

Lorsque je rencontre Sengül, elle revient juste d'une collecte d'habits en partance pour la Turquie. Nous sommes deux jours après le séisme qui a touché des millions de personnes dont des membres de sa famille, lesquels sont contraints de vivre dans leur voiture par une température hivernale. Dès que j'aborde le sujet de son exil en Suisse, Sengül m'arrête tout de suite. «Avant d'arriver ici à 26 ans, j'avais déjà refait ma vie quinze fois. Delémont, c'est mon seizième exil.»

Née en 1955 dans une famille aux idées progressistes, Sengül y a appris les valeurs d'égalité. Toutefois, sa prise de conscience politique commence à l'adolescence, lorsqu'elle se rend compte de la vie difficile du peuple kurde, mais aussi par la littérature, Zola, Gorki, qu'elle échangeait sous le manteau avec ses camarades de classe. Les romans ne lui

suffisant plus, elle se procure *Le Capital* de Marx.

## Dormir avec ses bottes aux pieds

A quinze ans elle débute une formation pour devenir enseignante. En deuxième année, avec dix-sept autres étudiantes, elle est suspendue de l'école car on la soupçonne d'adhérer aux idées communistes. Nous sommes en 1971, l'Etat turc craint l'émergence de mouvements étudiants révolutionnaires. Sengül peut réintégrer les bancs de l'école un an plus tard, mais dans une autre école. Suivront cinq autres déplacements, qui, bien sûr, prolongeront la période de ses études.

Son diplôme en poche lui permettra d'enseigner six années durant lesquelles on l'affectera dans huit villes différentes, ce qui l'obligera à faire de longs trajets en voiture et à vivre parfois dans des endroits sans électricité. «Les sept premières fois, c'était soi-disant

des mutations ou affectations, mais je pense qu'on voulait surtout éviter que je m'intègre trop à la population paysanne. Après le coup d'Etat du 12 septembre 1980, je sentais toujours plus de pression, et pendant plus d'une année, j'ai dormi habillée, avec mes bottes aux pieds, car les arrestations se faisaient en pleine nuit. Il fallait pouvoir fuir dans l'immédiat.» Sengül savait le danger qu'elle courait en tant qu'enseignante. Il en était de même pour les journalistes et les étudiants.

Le huitième exil, lui, marquera le dernier chapitre de sa vie en Turquie. Un matin de 1981, de sa salle de classe, elle voit des soldats et des policiers armés s'approcher de l'école. Soudain, quelqu'un donne un coup de pied dans la porte de la salle de classe. Les écoliers, majoritairement kurdes, sont effrayés. «Pour les rassurer, je leur ai dit qu'il s'agissait d'un jeu et qu'ils n'avaient rien à craindre.» Devant les enfants,

un homme tend un papier à Sengül et l'oblige à le signer. Il s'agit du document signifiant son expulsion de son école.

«Ils m'ont reconduite à la maison et la première chose que j'ai faite a été de prendre mes enfants et de les mettre à l'abri chez des membres de ma famille. Avant de partir, les hommes m'ont informée que mon procès aurait lieu deux semaines plus tard. Je savais que je risquais la prison et que je devais fuir le pays. N'ayant plus de salaire, j'ai emprunté l'équivalent de 350 dollars à des paysans. Je me suis rendue dans une ville où j'ai obtenu un passeport sur la base d'un dossier dans lequel je prétendais être mère au foyer (surtout pas enseignante!) et vivre dans cette ville depuis deux ans. J'ai pu ensuite me rendre à Istanbul d'où j'ai pris la route avec celui qui était mon mari pour me rendre dans le Jura suisse, où son oncle résidait. Mes enfants sont restés dans ma famille. Le voyage de l'exil a duré neuf jours.»

### Première réfugiée turque du Jura

A son arrivée en Suisse, Sengül ne connaît rien du pays, ni la langue ni les lois ni ses droits. Très vite, elle est soutenue par des personnes œuvrant à Caritas. Ils la guident dans les procédures de demande d'asile, qui feront d'elle la première réfugiée politique turque dans le Jura. Rapidement, elle trouve du travail dans une usine et prend la décision de se séparer de son mari. «Durant les premiers mois où je vivais seule, j'avais trouvé un endroit où loger, mais je n'avais pas de chambre à coucher, je dormais dans la baignoire», se souvient-elle. Il lui faudra quelque temps aussi pour comprendre le fonctionnement administratif. «Au début que je travaillais, je n'ai pas reçu d'enveloppe avec mon salaire en espèces comme ça se faisait en Turquie. Je n'ai pas osé aller la réclamer, et j'ai vécu avec le strict minimum pendant deux mois. Je ne savais pas que le salaire était versé à la banque.»

En 1983, sa fille la rejoint à Delémont. Puis Sengül part chercher son fils en Turquie avec un passeport qui appartenait à une chanteuse kurde domiciliée à Bâle. A son retour, un nouvel écueil l'attend. Son ex-mari l'a dénoncée aux autorités suisses pour usage d'un faux passeport, elle perd alors son statut de demandeuse d'asile.

Grâce notamment au soutien de l'association Vivre ensemble et du POP, elle obtient un permis humanitaire.

Ce voyage en Turquie et cette dénonciation marqueront psychologiquement Sengül. «Durant longtemps, j'ai fait des cauchemars d'arrestation, la police me pourchassait et on me séparait de mes enfants», se souvient-elle.

### «Durant longtemps, j'ai fait des cauchemars d'arrestation»

Elle raconte aussi la première fois qu'elle a entendu le carnaval de Delémont depuis l'endroit où elle logeait avec ses enfants. Le boucan l'a effrayée à tel point qu'elle a pensé qu'il s'agissait d'un conflit. Elle s'est barricadée durant plusieurs jours, jusqu'à ce que la maîtresse d'école enfantine sonne à sa porte pour savoir pourquoi sa fille n'allait plus à l'école. «Les années suivantes, j'ai fêté moi aussi Carnaval, jusqu'en 2010...»

### Engagement en politique

En 1983, elle entre au POP et à partir de là, sa vie change. Militer avec des camarades qui la soutiennent lui redonne la confiance en elle-même, qu'elle avait perdue en étant mariée. De plus, en tant que femme divorcée, mère célibataire et ouvrière, elle vivait une mise à l'écart, y compris de la part de sa communauté, qu'elle n'a jamais ressentie au sein du parti.

«Au début, il était difficile pour moi de travailler en usine car en Turquie, j'ai grandi dans une famille fortunée, j'avais un statut d'enseignante et j'étais toujours bien habillée. Ici, je me retrouvais en gris de travail. En Turquie, je militais pour les prolétaires mais je n'étais pas une prolétaire. En entrant au POP, je me battais pour eux et j'étais des leurs, avec une autre camarade (la regrettée Dominique Tolotti, ndlr). Nous étions fières de représenter la classe ouvrière. Au moment de la votation concernant l'achat des FA/18, j'ai co-signé un communiqué de presse pour demander le refus de ces avions. Je n'avais pas le droit de vote, je n'étais pas encore naturalisée et de plus, je travaillais dans une fabrique qui avait pour grand client l'Armée suisse.

Je n'aurais jamais cru qu'il était possible de faire une telle chose.» Les écrits et le militantisme de Sengül provoqueront la colère d'un membre de l'UDC, qui lui vaudra de voir sa demande de naturalisation retardée d'un an.

### Une fille disparue

Sengül a élevé ses enfants seule, tout en travaillant à l'usine ou en cuisine. Le jour de ses seize ans, sa fille Funda est partie fêter son anniversaire à Bâle dans une techno party. Là-bas, elle a pris de l'ecstasy et a rencontré celui qui allait devenir le père de son enfant. Il était consommateur et revendeur, et à partir de ce moment, Funda a sombré peu à peu dans la toxicomanie.

En février 2010, lors du Carnaval, Sengül n'a pas vu sa fille. Depuis très longtemps, elle et son frère avaient pour coutume de rendre visite à leur maman qui cuisinait dans un stand. Cette fois-là, elle n'est pas venue. On a retrouvé Funda sans vie dans son appartement. Elle avait fait une overdose. A partir de ce jour dramatique, Sengül ne fête plus jamais Carnaval.

«Durant une période, après le décès de ma fille, j'ai ressenti une grande culpabilité. Je me disais: et si je n'avais jamais décidé de militer et de divorcer? Je serais institutrice en Turquie, je serais mariée, avec une famille unie, et rien de tout cela ne serait arrivé.»

Un jour, sans qu'elle ne s'y attende, Sengül est contactée par une institution d'art d'Amsterdam. Elle est invitée à l'ouverture d'une exposition intitulée «The first Turk immigrant. The nameless heroes of the revolution». Elle s'y rend. Des artistes avaient créé des bustes de militants et militantes exilées et les avaient accompagnés d'installations sonores qui racontaient la vie de ces personnes. «Lorsque j'ai découvert mon buste et entendu ma biographie, même si je ne comprenais pas ce qui était dit en néerlandais, j'ai vécu une expérience incroyable, j'ai survolé ma vie, et j'ai eu la conviction que mon parcours de militante avait du sens», conclut-elle.

En terminant de retranscrire mes notes, je vois une phrase que Sengül a écrite dans mon cahier. Je lis: «Ecris: Il n'y a rien de plus cher que la liberté et l'indépendance. Hô Chi Minh.» ■



# Anticolonialisme et panafricanisme

Retour sur quelques publications théoriques de la gauche ivoirienne comme celle du PPA-CI, qui se définit comme de gauche, socialiste, anticolonialiste et panafricaniste, pour la souveraineté et l'unification de l'Afrique.

Alexander Eniline

L'Afrique est abordée sous différents angles dans les médias occidentaux, parfois fort intéressants, mais pratiquement jamais sous celui de ses organisations progressistes, de ses partis politiques de gauche, réformistes ou révolutionnaires. Pourtant le sujet est non seulement passionnant, mais important à connaître pour des militants internationalistes.

Or justement, un de ces partis a récemment ouvert une représentation en Suisse, à la cérémonie d'inauguration de laquelle le PST-POP a été invité.

Ce parti, c'est le PPA-CI (Parti des peuples africains - Côte d'Ivoire), dirigé par Laurent Gbagbo, opposant historique à Félix Houphouët-Boigny (président de la Côte-d'Ivoire

après l'indépendance et agent de la Françafrique), président de la Côte-d'Ivoire de 2000 à 2011. Sa politique fut contrariée par des difficultés internes et les manœuvres de la France. Après des élections présidentielles contestées, il fut chassé du pouvoir par une intervention directe de l'armée française - ordonnée par Nicolas Sarkozy, ancien président de la France - et jugé à la Cour pénale internationale de la Haye, pour être finalement acquitté de toutes les charges retenues contre lui, et pouvoir retourner dans son pays il y a peu. Différentes opinions existent naturellement sur Laurent Gbagbo, son action au pouvoir et la façon dont il dut le quitter. Les choses sont limpides en revanche concernant son successeur, choisi par

l'ancienne puissance coloniale - sans que le résultat réel du scrutin présidentiel n'entre même sans doute dans ses critères de décision - Alassane Dramane Ouattara, qui fut depuis le début de sa carrière l'homme de main de la France et de ses multinationales. Le tournant néolibéral et servile envers le néocolonialisme, agrémenté d'un total mépris pour les libertés démocratiques, depuis son accession à la présidence a fait énormément de mal au peuple ivoirien.

## Se libérer de la tutelle néocoloniale

Plus que la personne ou le bilan de l'ancien - et peut-être futur? - président ivoirien, nous intéresse toutefois le parti qui a choisi de lier son



## ÉMANCIPATION

le cou à une certaine historiographie coloniale, qui a cherché à priver le continent africain de son passé, effacer ses civilisations, pour l'installer dans une infériorité durable par rapport à l'Europe. Cette vision coloniale garde des traces indélébiles dans les consciences réactionnaires d'Occident – Nicolas Sarkozy, précité, qui avait déclaré que «l'homme africain n'est pas assez rentré dans l'histoire» (ce qui est évidemment grossièrement faux!) et dont le parti a tenté d'inscrire les «bienfaits de la colonisation française» – comme en Afrique même, en laissant subsister de néfastes vestiges de colonisation dans les esprits, dont il est vital de se libérer.

### Sans développement endogène, aucun progrès ne sera possible en Côte d'Ivoire

nom au sien, le PPA-CI. Ce parti se définit comme étant de gauche, socialiste, anticolonialiste et panafricaniste, pour la souveraineté et l'unification de l'Afrique, afin de pouvoir se libérer de la tutelle néocoloniale et de bénéficier enfin d'un développement endogène. Pour diffuser cette vision panafricaniste – soit le projet révolutionnaire du père de l'indépendance du Ghana, Kwame Nkrumah, dont les puissances colonialistes et une classe politique locale sans principes ont empêché la réalisation alors, hélas pour le continent africain – le PPA-CI mène un combat idéologique conséquent. Le vice-président exécutif pour l'implantation du parti en Afrique et ancien ministre, Ahoua Don Mello, docteur-ingénieur des ponts et chaussées, donne notamment des conférences à travers tout le continent. Il en a donné également une à Genève lors de l'inauguration précitée, où était également vendu et dédié un petit livre contenant deux de ses conférences.

Ce petit livre vaut le détour. La première conférence, intitulée *Sciences et techniques en Afrique*, vise à tordre

Le Dr Don Mello rappelle qu'avant l'époque moderne, l'Afrique n'était nullement en retard sur l'Europe, de par son développement scientifique, civilisationnel, urbanistique... sur la base des anciennes civilisations d'Afrique: Egypte (on pourrait à la rigueur rétorquer que l'ancienne Egypte était plus une civilisation méditerranéenne que strictement africaine), le grand Zimbabwe, l'ancien Mali, etc. Ce potentiel qu'elle avait, l'Afrique l'a encore, et pourrait de nouveau le faire prospérer. Pour cela, elle aurait besoin de se libérer de la dépendance envers l'Occident aussi sur le plan du savoir et de la recherche, et de développer des institutions scientifiques indépendantes. Mais aucun pays africain ne peut y parvenir seul. Une coopération panafricaine est indispensable pour cela.

### Une prise en main publique de certains secteurs stratégiques

La deuxième conférence, intitulée *Stratégie de développement économique pour l'Afrique*, détaille sur la base d'exemples concrets et chiffrés, la situation d'économies dépendantes, de rapports coloniaux qui perdurent de

fait pour nombre de pays d'Afrique. Avec des exemples édifiants de contrats léonins – alors que des entreprises d'Etat font beaucoup mieux le travail – et des méthodes des puissances impérialistes et du FMI pour maintenir ce système inégal.

Dans cette deuxième conférence, le Dr Don Mello explique également en quel sens le PPA-CI se définit «socialiste», puisqu'il distingue les différents sens dans lesquels ce vocable est employé et explique duquel il se revendique. On comprend que le socialisme du Dr Don Mello est le «socialisme démocratique», entendu non pas comme un mode de production spécifique, qui succède au capitalisme, mais comme une certaine politique, opposée au libéralisme, et qui implique une prise en main publique de certains secteurs stratégiques (ressources naturelles, énergie, infrastructures, etc.), afin de permettre un développement endogène, libéré de l'oppression des multinationales occidentales; ainsi que le développement des services publics et d'une protection sociale pour permettre un progrès humain. Aux yeux d'un marxiste-léniniste comme l'auteur de ces lignes, ce n'est pas encore là du socialisme, et ça ne suffira pas. L'Afrique aussi a besoin du socialisme, en tant que mode de production distinct du capitalisme, et phase de transition vers le communisme, pas d'une économie mixte. Mais le fait est que sans se libérer des chaînes du néocolonialisme, sans accéder à un développement endogène, aucun progrès ne sera possible en Côte d'Ivoire. Alors, on ne peut sous-estimer le potentiel émancipateur, et même révolutionnaire, qu'aurait l'application du programme du PPA-CI jusqu'au bout.

Les différentes thèses soutenues par le Dr Don Mello peuvent être discutées bien sûr, ce qui est vrai de n'importe quel auteur. Il est dans tous les cas important de connaître la gauche africaine contemporaine et sa production théorique, qui mérite qu'on s'y intéresse sérieusement. ■

Dr Ahoua Don Mello, *Sciences et techniques en Afrique, Stratégie de développement économique pour l'Afrique*, textes présentés et annotés par Léandre Sahiri, avec la collaboration de Millé Claude Mrandjo, Mary Bro Foundation Publishing, 2023

# Travailler et attendre un enfant: ça se passe comment?

Paola Stanić

**V**ivre pour travailler ou travailler pour vivre? Ce n'est pas peu dire que nous vivons dans une société «de performance», particulièrement au travail. Heureusement, la loi protège les travailleuses et les travailleurs dans certaines situations, parmi elles, la grossesse, puis la période suivant l'accouchement (qui ne sont pas des maladies, mais des états qui méritent égards et protection!). Les dispositions se trouvent dans la loi sur le travail, le Code des obligations, la Loi sur l'égalité et la Loi sur les allocations pour perte de gain. Des conventions collectives de travail dans certaines branches et des lois cantonales dans certains cantons, peuvent améliorer les minimaux légaux du droit fédéral. La Loi sur le travail exige que les femmes enceintes qui travaillent soient protégées dans leur santé et leur personnalité: tout d'abord, une femme enceinte ne peut être occupée sans son consentement. Sa journée de travail doit être de neuf heures au maximum. Pendant les 8 semaines avant l'accouchement, le travail entre 20h00 et 6h00 est interdit et elles peuvent demander à travailler hors de cette période pendant les six premiers mois de grossesse. En cas de risques, l'employeur doit prendre des mesures de protection ou proposer une occupation équivalente, mais sûre et moins fatigante. Enfin, elles doivent pouvoir se reposer durant la journée.

Un arrêt de travail justifié par le médecin pendant la grossesse permet de toucher un salaire comme en cas de maladie. Les femmes qui travaillent de nuit ou qui exercent un travail dangereux et à qui aucun poste équivalent de jour, respectivement sans risques, n'est proposé, sont dispensées de travailler. Elles ont droit à 80% du salaire.

Les femmes enceintes qui travaillent principalement debout ont droit, dès le 4<sup>ème</sup> mois de grossesse, à un repos quotidien de 12 heures (contre 11 heures en temps normal) et à 10 minutes de pause par tranche de 2 heures. Dès le 6<sup>ème</sup> mois de grossesse, elles ne peuvent plus travailler debout pendant plus de 4 heures par jour.

Attention, ces mesures ne sont valables que pour les domaines d'activités couverts par la Loi sur le travail. Ce n'est par exemple pas le cas dans l'agriculture, les ménages privés ou le travail à domicile!

## Congé maternité de 14 semaines

A la suite de l'accouchement, la loi prévoit un congé maternité de 14 semaines et un congé paternité de 10 jours. Le début du congé maternité peut être reporté si le nouveau-né a dû rester à l'hôpital pendant trois semaines au moins immédiatement après sa naissance. Pendant ces périodes, les parents reçoivent 80% du salaire. Il existe une interdiction



FOTOANDALUCIA

de travailler pendant les huit semaines qui suivent l'accouchement – ensuite, et jusqu'à la 16<sup>ème</sup> semaine après l'accouchement, la jeune mère ne travaille que si elle y consent. Attention, si la mère reprend le travail avant la fin du congé maternité, elle perd le droit au versement de l'allocation. Une activité accessoire de minime importance, peut toutefois continuer à être exercée.

Lorsque la mère revient à son poste, elle a droit à des mesures de protection de la santé: la journée de travail ne doit pas dépasser 9 heures et la travailleuse peut demander à ne pas effectuer de travaux pénibles ou dangereux. Il lui est aussi permis d'allaiter, respectivement de tirer le lait, pendant le temps de travail. Les responsabilités familiales doivent être prises en compte, selon la Loi sur le travail, dans la fixation des horaires: il peut s'agir soit de l'éducation des enfants jusqu'à 15 ans, soit de la prise en charge de proches exigeant des soins.

La femme enceinte, puis la jeune mère sont protégées contre les licenciements pendant la grossesse et pendant les 16 semaines qui suivent l'accouchement. Les exceptions: les périodes d'essai ou la faute grave. Enfin, la Loi sur l'égalité entre femmes et hommes interdit, la discrimination des femmes, en raison d'une grossesse passée, actuelle ou future, notamment les cas de résiliation du contrat de travail ou de non-embauche, et aussi en matière d'aménagement des conditions de travail, de rémunération et de formation. ■

# L'âme belge de la mer du Nord

Très apprécié en Belgique, le peintre Léon Spillaert (1881-1946) est moins connu chez nous. La Fondation l'Hermitage lui consacre une très belle exposition à ne pas manquer.

Pierre Jeanneret

Il est né à Ostende. Depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, c'était une station balnéaire très fréquentée par le beau monde, comme Balbec dans l'œuvre de Marcel Proust. Dans l'exposition, un film de 1909 le montre. Spillaert, lui, parcourt les quais en fin de journée, ou la nuit, quand ils sont désertés par leurs habitants et leurs touristes. De naturel introverti et rêveur, il les représente à la clarté de la lune, d'une manière mystérieuse, voire un peu inquiétante, proche du surréalisme et de l'expressionnisme. Pas de couchers de soleil flamboyants comme chez Turner ou Vallotton, mais un ciel toujours voilé au crépuscule. On y retrouve la nostalgie des chansons de Jacques Brel...

Spillaert montre des femmes de pêcheurs qui, les yeux rivés sur l'océan, attendent leurs maris pour vendre le poisson au marché, des hommes qui ne reviendront peut-être jamais, car les naufrages sont fréquents. La mer représente donc pour lui aussi un danger.

Sa grande originalité est qu'il ne fut pas vraiment peintre sur toile se servant de la peinture à l'huile. Il privilégiait comme support le papier et utilisait le lavis d'encre de Chine, l'aquarelle, le pastel et le crayon de couleur. Parmi ses plus beaux paysages, mentionnons *La Route royale et les dunes*, *Marine avec sillage* (1907-1909), où l'on voit la fumée du bateau à vapeur s'éloignant, ainsi que sa trace blanche sur l'eau. Spillaert rêvait de voyages, qu'il n'accomplit jamais...

## Marqué par le symbolisme

L'artiste fut marqué par le symbolisme des écrivains belges comme Joris-Karl Huysmans, Emile Verhaeren et Maurice Maeterlinck, dont il illustra un recueil. Ils sont représentatifs de l'esprit «fin de siècle». Quant à sa vision de la femme, elle est celle d'une grande solitude. Dans *La Buveuse d'absinthe*, il montre une demi-mondaine au regard hagard, qui fait penser aux tableaux d'Edvard Munch. Spillaert a aussi pratiqué l'art de la nature morte, fidèle en cela à la grande tradition flamande et hollandaise. Mais il choisit de simples flacons de verre, qui avaient leur place dans le magasin de son père, parfumeur attiré de la famille royale, en utilisant des tons plutôt mats.

Une grande salle de l'exposition est consacrée à ses autoportraits, le plus souvent de trois quarts, réalisés de 1902 à 1915. On y sent une recherche de soi, un travail d'introspection presque «freudien». L'artiste, en fin de vie, s'essaya à la peinture (aquarelle, gouache, huile). Ses tableaux, comme la *Grande Marine bleue* de 1924, qui montrent un horizon lointain, font penser aux peintres scandinaves.



La Nuit, 1908.

LUC SCHROBILTGEN

On découvrira un travail de commande étonnant, passée par le physicien et constructeur Robert Goldschmidt, qui conçut les premiers dirigeables belges. Ceux-ci, montés dans leur hangar, ressemblent à d'énormes baleines ou à des monstres marins. L'artiste ne s'est donc pas contenté de les représenter avec réalisme, il leur a ajouté une dimension fantastique.

Les dernières années de sa vie, Léon Spillaert les passa à Bruxelles. Le peintre de la mer remplaça ainsi l'horizontalité des eaux par la verticalité des arbres. Il parcourait en effet les parcs et forêts. Mais ses arbres ne sont jamais fleuris ni feuillus. Ils sont nus, on perçoit leur structure et celle de leurs branches.

L'œuvre de Spillaert présente une grande unité. Certes un peu austère par l'usage privilégié que fait l'artiste du noir-blanc, rehaussé de quelques couleurs, elle séduit cependant, voire envoûte par son originalité et la part de mystère qu'elle recèle. ■

«Léon Spillaert. Avec la mer du Nord...», Lausanne, Fondation de l'Hermitage, jusqu'au 29 mai.

# A condition de ne pas se perdre

Dans *Le bout du tunnel*, Jean-Claude Rennwald donne à la gauche des pistes d'avenir.



Sartre disait qu'il ne fallait pas «désespérer Billancourt». Avec son nouveau livre, *Le bout du tunnel*, le dirigeant syndical Jean-Claude Rennwald offre à la gauche et aux classes populaires des raisons d'espérer. Divisé en trois parties, l'opus analyse dans les détails la séquence politique présidentielle française de 2022. Si la désunion des gauches, avec de multiples candidats

(Jean-Luc Mélenchon, Fabien Roussel, Anne Hidalgo, Yannick Jadot, Philippe Poutou, Nathalie Arthaud) a fait le lit d'un second tour où se sont affrontés Emmanuel Macron et Marine Le Pen, la création de la NUPES (Nouvelle Union populaire écologique et sociale), en quelques jours, a permis un sursaut des forces du progrès aux législatives. Cette dynamique, qu'il retrouve notamment dans les pays

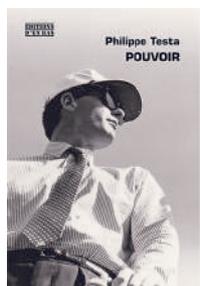
scandinaves, au Chili ou en Colombie, doit être entretenue et amplifiée.

Pour ce faire, Jean-Claude Rennwald esquisse quelques pistes, qui vont du retour aux fondamentaux du socialisme, aux liens étroits entre ce courant et le féminisme, au développement d'une «écologie d'accompagnement» aux relations étroites avec les mouvements sociaux. Il importe aussi de travailler dans et à l'unité, notamment avec les syndicats ou de relancer un nouvel internationalisme. «La gauche ne reviendra gagnante que si elle renoue "avec son cœur de métier", que si elle reprend fondamentalement en compte les besoins des milieux populaires», synthétise l'ancien conseiller national jurassien. Et de rappeler que ces préceptes ont permis à la gauche de connaître au XX<sup>e</sup> siècle cinq épisodes grandioses (avec le Front populaire, le Conseil national de la résistance, Mai 68, le premier septennat de Mitterrand jusqu'au tournant de la rigueur de 1983 et la mise en place des 35 heures par Lionel Jospin). Tout à la fois optimiste et bien documenté, ce livre s'adresse à tous ceux qui estiment que le socialisme ne s'est pas terminé avec le social-libéralisme (Blair, Schröder, Hollande), mais qu'il est encore un ferment de transformations sociales amples. A condition de ne pas se perdre. **JDR**

Jean-Claude Rennwald, *Le bout du tunnel, du suicide collectif au renouveau de la gauche française*, Verone éditions, 2022, 200 pages

## Un inquiétant candidat

Dans son dernier roman, le Lausannois Philippe Testa sonde les zones d'ombre entourant la montée en puissance d'un leader d'extrême droite de notre temps.



En temps troublés peuvent émerger des figures de pouvoir inquiétantes et populistes, voulant communiquer sans intermédiaire avec la nation. Le sociologue allemand, Max Weber en avait fait l'objet d'une étude, en s'interrogeant sur le fondement de la domination charismatique d'un individu sur le corps social. C'est aussi cette quête d'une explication que tente de mener l'auteur lausannois Philippe Testa

dans son nouveau roman, *Pouvoir*. Qui est-il ce leader jamais nommé et en plein envol, à «l'élégance tapageuse, à la désinvolture arrogante et à la tendance écoeurante à tout ramener à ses convictions», patron du mouvement Vers l'avant? Qui se

cache derrière cette figure égotique qui électrise les foules et canalise leurs colères contre les élites ou les migrants lors de ses meetings, entouré d'hommes de main peu recommandables? Pour y répondre, il ne faudra pas moins que deux li-miers. L'un est Morvan, un écrivain fin de siècle, désabusé, divorcé en mal d'amour et éloigné de sa fille qui étudie à Berlin. L'autre, Legrand, un salarié de la société agro-alimentaire Milkit, sous la menace permanente d'un licenciement, mal marié et vivant en banlieue. «Quand il parle, il nous soulage de ce truc dans lequel on est noyés, ce qu'on a le droit et pas le droit de dire, tout ce politiquement correct», mais aussi «il a su occuper un terrain que les politiques avaient abandonné, et s'approprié des thématiques que d'autres ont préféré taire par crainte de perdre des électeurs.»

En deux monologues intérieurs impressionnants ouvrant le roman, la radiographie du phénomène est lancée. Elle conduira à ce que s'enchevêtrent les destins des deux observateurs, qui apprendront à se connaître et s'apprécier et continuera dans la confrontation finale entre Morvan et le dirigeant. Jusqu'à ce que Morvan et Legrand ne s'exilent finalement à Pontarlier pour retrouver leur vie d'avant, après désintoxication idéologique. **JDR**

Philippe Testa, *Pouvoir*, Editions d'en bas, 2022, 214 pages

# Les marginaux de Russell Banks

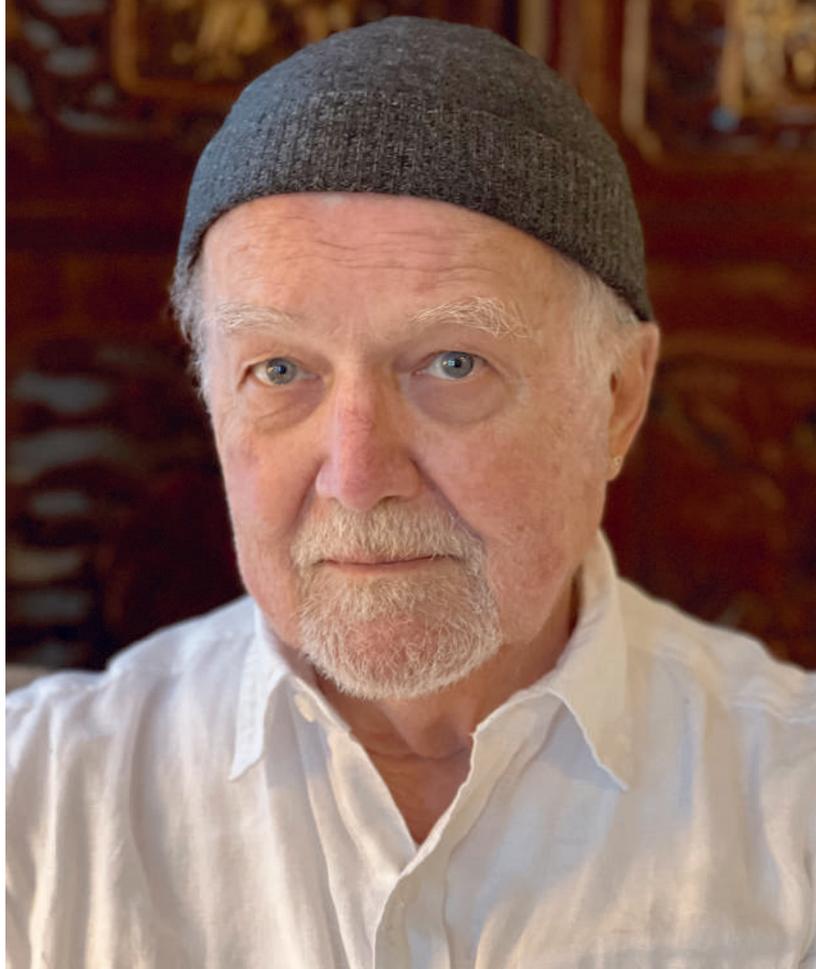
L'auteur américain, qui nous a quittés le 7 janvier dernier, était l'un des plus grands écrivains des laissés-pour-compte de la classe ouvrière.

Bertrand Tappolet

**A**vec *Oh, Canada* pistant les dernières heures d'un documentariste, Russell Banks, disparu en janvier dernier à 82 ans, offre une forme d'autoportrait kaléidoscopique et testamentaire. Son personnage de cinéaste y interroge la mémoire sur «ce qui reste – de soi, des autres – lorsqu'on a passé sa vie à se dérober.» Au fil d'une écriture directe et réaliste, l'auteur n'a cessé d'explorer les mêmes thèmes: classe ouvrière, famille, stigmatisations raciales, violence et justice sociale. Actif politiquement, il se positionne contre l'intervention militaire américaine en Irak et combat le Patriot Act. Au gré d'une vingtaine de romans et recueils de nouvelles, il a dressé le portrait des humbles dans l'Amérique du XX<sup>e</sup> siècle. *D'Affliction*, sismographe psychologique d'un homme brisé par la violence paternelle et critique acerbe des valeurs viriles à *De beaux lendemains*, poignant récit à plusieurs voix d'une bourgade traumatisée par un accident de car scolaire, ses œuvres sont imprégnées de la vie des classes populaires, dont il était issu. Il voit ainsi le jour en 1940 à Newton (Massachusetts). Son père plombier «alcoolique cynique et déprimé depuis sa jeunesse» (introduction à *L'Ange sur le toit*, nouvelles) quitte le domicile familial quand il a 12 ans. Meurtrissure d'enfance, la figure paternelle est souvent présente dans ses livres. «Si je n'étais pas devenu écrivain, j'aurais certainement péri jeune d'une mort violente», aimait-il à dire.

## Amitié communiste

Russell Banks n'a pas son pareil pour raconter les difficultés de la classe ouvrière à travers des figures luttant contre pauvreté, toxicomanie, problèmes de classe et d'origine raciale. En témoignent *Pourfendeur de nuages*, roman historique sur l'abolitionniste américain John Brown oscillant entre émancipation et violence terroriste et *American Darling*, portrait en forme de saga d'une Américaine issue de la bourgeoisie de gauche s'exilant au Liberia, où l'auteur séjourna. Après avoir dévoré l'œuvre du poète et romancier humaniste dépeignant l'Amérique ordinaire, Walt Whitman, tout débute



La figure paternelle est souvent présente dans les livres de R.Banks. CHASE TWICHELL

pour le jeune homme au détour d'un atelier d'écriture avec l'écrivain juif et communiste Nelson Algren. Ce dernier, harcelé par le FBI pour ses prises de position sur la guerre du Vietnam donne voix aux marginaux: pauvres, Noirs, prostituées, criminels. Son exemple le guidera dans l'écriture et la défense des lanceurs d'alerte Snowden, Assange et Manning. Un goût pour le 8<sup>e</sup> art se lit dans son intérêt pour le travail du photographe Gregory Crewdson commentant ses tableaux vivants photographiques figeant des êtres au cœur de situations ambiguës à l'inquiétante étrangeté dévoilant «tout ce qui a transformé le Rêve Américain en cauchemar» (préface à *Sous la surface des roses*).

Pour faire barrage à l'abandon et la solitude, le besoin d'être reconnu, si ce n'est aimé est au cœur de ses intrigues. «Il existe toujours en Amérique de vastes espaces, où l'on ne croise pas âme qui vive. On ressent alors intensément cet incroyable sentiment d'isolement», nous confiait-il de sa voix douce. En 1985, *Continents à la dérive* soulignant la violence domestique et le racisme lui assure une aura internationale. Un réparateur de chaudière exilé en Floride pour cause de précarité télescope la destinée d'une jeune Haïtienne fuyant la brutalité et la pauvreté de son pays natal. *Lointain souvenir de ma peau* s'adosse au parcours cabossé d'un délinquant sexuel en liberté conditionnelle et ses difficultés d'intégration sociale. Recueil de récits, *Voyager* prend le pouls de cette plume magistrale ayant parcouru le monde, des îles Caraïbes aux sommets des Andes et de l'Himalaya en passant par la visite à Fidel Castro. Banks nous expliquait enfin: «Le lecteur apporte aux fictions, ses mémoires, peurs, rêves, cauchemars, réflexions et expériences passées occasionnelles. Ainsi en va-t-il de l'écrivain modulant sur les mêmes matériaux. C'est le moment où ces deux mondes intimes vulnérables entrent en connexion et communient qui me fascine». ■



# Quand les narcotrafiquants détruisent la forêt vierge

«Jungle Beef» est le nom d'un roman graphique sous forme d'enquête sorti il y a quelques mois et qui met en lumière la façon dont les narcotrafiquants causent des catastrophes écologiques et humaines en détruisant les forêts vierges du Honduras.

**Christophe Grand**

Cette enquête part d'un voyage d'Olivier Behra, scénariste de cette BD, passionné d'ethnobotanique travaillant pour diverses ONG et venu faire un repérage pour le tournage d'un documentaire dans une forêt du Honduras en Amérique centrale. Accompagné d'un guide indépendant de la région, on va les suivre pendant plusieurs jours, à traverser le pays et rencontrer les

tribus indiennes Mosquitos et Pech. A travers ce voyage, c'est l'histoire du Honduras et des tribus qui est racontée ainsi que celle d'habitants de petits villages. Mais ce roman graphique est surtout l'occasion d'aborder d'une manière minutieuse, tel du journalisme d'investigation, un sujet méconnu ou peu traité: les cartels de la drogue, leur développement, leurs multiples activités lucratives et

les désastres humains et écologiques qu'ils génèrent.

## **Petit historique**

En 2001, le comité international pour la protection des droits de l'homme affirmait que plus de 1'000 enfants des rues ont été abattus dans le pays par les Maras, gang ultra-violent d'escadrons de la mort soutenu à l'époque par la police. En 2010, l'ONU considérait

le Honduras comme le pays le plus violent au monde hors zone de conflit. A cette même époque, débute la campagne électorale de Juan Orlando Hernandez, un conservateur, qui veut lutter contre les narcotrafiquants qui ont fait du Honduras la principale zone de transit de la cocaïne d'Amérique latine. Il faut savoir que des régions entières du pays étaient sous l'emprise des narcotrafiquants qui faisaient régner leurs propres lois sans que la police n'intervienne. Dans l'idée qu'il est impossible d'enrayer le trafic jusqu'aux USA sans alliés, la CIA a soutenu la campagne à coups de millions, notamment dans le but d'aider à la création et formation d'une police militaire composée de 3'000 hommes intègres, pour contrer la police totalement corrompue. Hernandez sera finalement élu en 2013.

Si certains admettent que ce président a fait légèrement bouger les choses au début et que les cartels de la drogue ont un peu délaissé la région, malheureusement avec le temps ceux-ci regagnent du terrain en étant très actifs. Cela est dû en partie à la politique antidroge menée par le Mexique où les mafias sont contraintes à s'exiler vers le sud dont le Honduras. Au fil des ans, les critiques contre le président apparaissent toujours plus virulentes. De plus, la police militaire est accusée de vouloir faire taire les défenseurs de droits de l'homme et les militants écologistes. On estime à 130 le nombre d'activistes assassinés en 10 ans dans le pays. Enfin, autre point négatif, on accuse Hernandez de vouloir modifier la Constitution pour pouvoir rester au pouvoir plus longtemps. En 2015, celle-ci est modifiée et en 2017, Hernandez est réélu jusqu'en 2022.

### Que font les narcotrafiquants?

Les narcotrafiquants s'emparent de terres dans des forêts qui sont vierges, les détruisent. Ces lieux sont des réserves indigènes et appartiennent aux peuples Mosquitos et Pech, des tribus qui y vivent depuis des siècles et qui se battent avec ténacité pour garder leur identité, leurs coutumes et leur langue. Leurs droits d'usage ont été reconnus, et seules ces tribus sont autorisées à y vivre. Mais croire que la législation les défend est une utopie, leurs droits sont bafoués. A la place,

les trafiquants construisent illégalement des fermes pour l'élevage de bétail. Avec le temps, ils paient des colons issus de familles pauvres venant d'autres régions du Honduras, des régions non cultivables, pour détruire la forêt et venir s'installer sur ces terres, construire et gérer ces fermes, en prime ils leur assurent protection. Une aubaine pour ces familles sans le sou pour qui la préservation de la forêt et de ses peuples n'est pas une priorité.

### La police militaire est accusée de vouloir faire taire les défenseurs des droits de l'homme et les militants écologistes

Grâce à ces activités qui servent de couverture au trafic, les narcos gagnent des sommes astronomiques. La viande du bétail est vendue en Europe dans des grandes enseignes de fast-food ou pour des grands supermarchés. Si la viande ne suffit pas, ils plantent des palmiers pour y produire de l'huile de palme, qui servira à la fabrication d'aliments transformés pour l'agro-industrie européenne. Sans oublier que les arbres abattus constituent une exploitation illégale du bois. Celui-ci est vendu à travers le monde et rapporte quelque 30 milliards de dollars par an. Comme le dit le narrateur, les dirigeants de ces grandes entreprises de l'agro-industrie ou de la vente de meubles en kit, ne peuvent pas ignorer qu'ils représentent un maillon de cette chaîne destructrice.

Par leur éloignement des grandes villes et de la police militaire, les forêts vierges et les petits villages alentour permettent à la mafia de construire des lieux où des avions peuvent atterrir et ainsi charger ou décharger, en toute impunité de la drogue provenant notamment de Colombie.

Des routes illégales sont aussi construites, pour que des camions et autres 4x4 chargés de drogue puissent rouler jusqu'au nord direction le Mexique. Il devient alors difficile pour les indigènes et les habitants de petits villages de lutter contre des gens qui

sont armés de Kalachnikov et n'hésitant pas à tuer ceux qui font de la résistance contre l'appropriation et le pillage de leurs terres.

### Des conséquences humaines et écologiques catastrophiques

Le Honduras a perdu 37% de ses zones forestières ces 15 dernières années. Avec elles, c'est la disparition de la faune, de la flore, la raréfaction de l'eau et l'érosion des sols. Sans l'ombre des arbres et leurs racines, après deux années à découvert, c'est un humus hyperproductif qui disparaît pour des dizaines d'années. Toutes ces ressources sont essentielles à la survie des tribus qui chassent, cueillent, cultivent et se soignent avec l'environnement naturel qui les entoure. Si la forêt disparaît toujours plus, dans quelques années ces tribus seront définitivement éradiquées. Il faut savoir aussi que la destruction des forêts tropicales a un lourd impact sur la biodiversité, car elles regroupent quasiment 80% des espèces reconnues dans le monde. Hélas, certaines espèces animales se font de plus en plus rares quand elles n'ont pas carrément déjà disparu.

En outre, les narcos devenant toujours plus violents, rackettent et massacrent les indiens, mais aussi les villageois et paysans de villages voisins. Ceux-ci ont de plus en plus peur au point de fuir pour essayer de rejoindre le Mexique. Un nombre important d'enfants entre douze et dix-sept ans s'exilent pour chercher un avenir meilleur. Beaucoup n'arriveront pas jusqu'au Mexique, ils mourront en chemin ou seront kidnappés par des mafieux, qui vont les utiliser comme esclaves dans les plantations agricoles ou pire, seront envoyés à Mexico dans des réseaux de prostitution enfantine, autre activité lucrative de la mafia.

### Un chef-d'œuvre artistique

L'autre point fort de cette BD, ce sont les dessins à l'aquarelle de Cyrille Meyer. Si vous ne connaissez pas le Honduras, vous y découvrirez les magnifiques paysages très colorés de la forêt tropicale, de fleuves et de petits villages. Sans oublier les portraits de villageois, de Mosquitos et Pech, mais aussi tout un florilège d'animaux. ■

Cyrille Meyer, *Jungle Beef - Quand les narcos attaquent la forêt vierge*, Les Escapes, 2021.



# Politique et art au cœur

Une Amérique qu'on ne peut pas ne pas aimer: Angela Yvonne Davis, Upton Sinclair et d'autres. Petite excursion dans ce que la pensée et la littérature américaines mais marxistes ont produit de mieux. Suivie d'une étude sociologique de deux romans à la mode, dont l'un est une grande œuvre d'art subversif.

Martin Schwartz

L'Amérique était une puissance impérialiste classique – pillage des richesses des autres nations – et a passé à un nouveau type d'impérialisme, dont l'essentiel n'est plus le pillage, mais l'affaiblissement des autres nations: Corée, Vietnam, Proche-Orient, Libye, Venezuela, etc.

Voilà pour le décor. Et pourtant, ceux qui aiment comme moi le peuple américain trouvent grâce à la culture

artistique américaine de quoi espérer. Contre vents et marées, les artistes américains ont autrefois résisté au maccarthysme et continuent à créer des merveilles, avec une surprise de taille: Marx reste présent.

D'abord, Angela (Yvonne) Davis. Une note de lecture dans *Vorwärts* du 6 août 2022 signale et commente brièvement une publication très intéressante, consacrée à Angela Davis, sous le titre «Seize

the time». Il s'agit d'un livre édité à occasion d'une exposition du Zimmerli Art Museum de l'Université de Rotgers. Ce livre contient une interview, une série de reproductions (posters) et des photographies de l'époque, ainsi qu'un rappel biographique d'Angela Davis. L'ouvrage est écrit en anglais attentif et fluide; il ne nécessite pas de traduction.

Parmi les posters, j'ai remarqué celui du Parti communiste allemand,

évoquant un parallèle entre Angela Davis, au regard sceptique et réfléchi, et Rosa Luxemburg. Je n'ai par contre pas été étonné par l'absence du poster sulfureux «Yes, I am a communist»: il ne faut pas trop demander aux universitaires américains! Et pourtant, fidèle à l'idéal communiste, Angela Davis n'hésite pas à rappeler la supériorité de la défunte URSS dans le domaine de la promotion de l'éducation et de la culture.

Angela Davis décrit son attachement à Oakland. A proximité de Berkeley, ville universitaire passablement snob, cette ville connaît une véritable classe ouvrière très active et intéressée par la culture. Angela Davis rappelle à ce sujet l'importance de l'art dans la lutte politique, «l'art est capable de toucher le peuple d'une façon que le discours didactique n'est pas capable de faire». Elle relève à cet égard une négligence ou ignorance des mouvements politiques de gauche.

### RDA et Black Panthers

Ce livre montre combien en réalité Angela Davis était une militante révolutionnaire internationaliste, décorée de la médaille du jubilé de la victoire de l'URSS (1972) et du prix Lénine de la paix (1980). Etudiante chez Marcuse, elle apprend l'allemand et connaît la RDA. Elle maîtrise le français et s'intéresse à la philosophie des marxistes de langue française. De retour en Amérique, elle se présente deux fois comme candidate aux fonctions de vice-présidente, sous la bannière du parti communiste dirigé par Gus Hall, en 1980 et 1984. Dans les années 70, elle a attiré l'attention du monde entier, en raison de son arrestation stupide, de son procès puis de son activité auprès des Black Panthers. Un parcours incroyable d'une militante qui n'a jamais oublié Lénine (apprendre, apprendre et encore apprendre). N'en déplaise aux féministes intégristes: l'intersectionnalité d'Angela Davis est acceptable: «Notre grille analytique n'inclut pas seulement le genre, mais aussi la classe, la race, les capacités, l'environnement, etc. C'est la raison pour laquelle je n'ai pas de problème d'être identifiée avec le féminisme.»

Autre militant américain révolutionnaire, Upton Sinclair (1878-1968),

écrivain socialiste proche des marxistes de l'URSS. Ecrivain de génie, je le mentionne en raison de son actualité surprenante. En effet, TikTok, certes d'une bêtise insurpassable, a une sous-application Booktok, site d'échanges de lecteurs de livres édités récemment. L'intérêt de ce site est dû au fait que des contributeurs compétents sont auteurs d'excellentes présentations. Il est de fait que Booktok est commercialement lié à l'éditeur Barnes & Noble, mais leur catalogue ne contient à ma connaissance pas de publications vulgaires.

### Angela Davis rappelle l'importance de l'art dans la lutte politique

Booktok a eu le mérite d'attirer l'attention des lecteurs, surtout jeunes, sur l'œuvre d'Upton Sinclair, dont le livre essentiel est *Oil!*. Ce livre décrit, en 1927, une espèce de guerre du pétrole semblable à l'actuelle guerre en Ukraine: tous les coups bas sont permis et, surtout, pardonnés moyennant d'importants pots-de-vin. L'Amérique a apparemment mal digéré ce roman très contemporain, qui n'a pu être remis sur le marché qu'avec une présentation plus conventionnelle: la page de garde contient une illustration tirée du film, par ailleurs excellent, *There will be blood*, d'Anderson, qui a déclaré qu'en fait seules quelques-unes des premières pages de ce roman ont été réutilisées pour le film! C'est dire combien une nouvelle édition aurait été hasardeuse en raison de son caractère très actuel et subversif et qu'il ait fallu l'excuse de l'adaptation au cinéma.

Ce roman décrit l'histoire du fils d'un prospecteur de champs de pétrole, en parallèle avec celle d'un ami militant communiste mobilisé par la France de l'horrible Clemenceau pour combattre les révolutionnaires russes pendant la Guerre Civile. On est étonné de voir à quel point ce roman a du respect pour les combattants et militants communistes, tout en exprimant un regret: déjà à l'époque, les

mouvements de gauche ne parvenaient pas à s'unir.

### Une vraie découverte

Booktok n'est pas toujours un critique littéraire perspicace. *Le Chant d'Achille*<sup>1</sup>, de Madeline Miller, ayant été porté aux nues par Booktok, les librairies en ont vendu des masses. Au vu du titre, on s'attend à des frasques de dieux, de demi-dieux, de personnages hauts en couleur rappelant, selon une bonne tradition des romans de fantaisie historique, des personnages contemporains (Agamemnon, crétin et violent comme Boris Johnson, etc.). Mais non, une histoire bien sage du couple Achille/Patrocle amoureux au point d'être réunis en cendres dans la même tombe. Bref, à ne pas lire.

Mais le peuple, le vrai peuple des travailleurs, a pris sa revanche avec *Les sept maris d'Evelyn Hugo*, de Taylor Jenkins Reid<sup>2</sup>. Le texte est brillant, muni du meilleur suspense. La classe ouvrière y est décrite en tant que classe des travailleurs, qui inclut – avertissement aux marxistes dogmatiques! – la classe des travailleurs du secteur tertiaire.

Le roman reflète avec lucidité les analyses des «petites mains» travaillant dans les bureaucraties capitalistes. La langue de ce roman, écrit à la première personne, est du plus pur gavroche, moqueur, irrespectueux et très drôle. La trame du roman est classique: une pigiste (Monique Grand) d'une agence de relations publiques est sollicitée, à l'exclusion de toute autre collaboratrice, par une superstar du cinéma (Evelyn Hugo, déjà âgée) pour enregistrer son autobiographie. Evelyn Hugo raconte sa vie et Monique Grand prend des notes. Personne, avant la fin du roman, ne comprend pour quelle raison Evelyn Hugo refuse d'être auditionnée par une autre personne que Monique Grand. Celle-ci fait penser à une secrétaire-dactylographe cultivée, confrontée aux enquiquinements quotidiens dans une agence de dieu sait quoi et se battant au jour le jour pour survivre. Celle d'en haut, Evelyn Hugo, fille du peuple qui a réussi à monter, et celle d'en bas, Monique Grand, fille du peuple qui n'a pas réussi à monter, sont un miroir du vrai peuple. ■

# Vos enfants sont-ils communistes?

**U**n spectre hante la droite: celui du wokisme. Il s'agit moins d'un concept susceptible de recevoir une définition que d'une constellation d'images aussi hétérogènes qu'obsessionnelles: des filles aux cheveux verts, des garçons habillés en robe, des pronoms barbares, des militants transgenres et panafricains, des revendications obscures, des classiques de la littérature brûlés en place publique, des islamistes végétaliens, des toilettes non-genrées, des drag-queens voilées, des squatteurs communistes montant à l'assaut de la propriété privée, une grande ZAD où les femmes ne s'épilent plus, d'ailleurs vous êtes certains que ce sont bien des femmes, comment savoir, héhé, haha, etc. Elaborées à partir d'articles à sensation publiés dans *Le Figaro* ou dans *Valeurs Actuelles*, dont les radars paranoïaques traquent le moindre débordement militant dans la plus obscure des fêtes étudiantes de l'université la plus reculée du Michigan ou de l'Arizona, ces images finissent par tenir lieu d'horizon idéologique indépassable pour une bourgeoisie oisive, dont la plus grande passion a toujours été de jouer à se faire peur.

Les nouveaux démons – que l'on songe à ceux de Dostoïevski, dont le roman du même nom est le chef-d'œuvre de la paranoïa bourgeoise – ont les cheveux de couleurs et utilisent le pronom iel, ils mangent du tofu et font interdire des pièces de théâtre; parfois, ils s'en prennent à des photographes amateurs à Genève, ou à des musiciens de reggae à Berne, ce qui est en effet un peu con. Mais cela ravit les bourgeois! Ils exultent! Contre le diable woke, les nouveaux exorcistes entrent en scène. Et ils adorent leur rôle. Ils le prennent très à cœur. Ils passent d'un plateau de télé à l'autre. Ils tempêtent. Ils écument. Ils font barrage. Ils sont le bruit. Ils sont la fureur. Leur grand terrain de bataille? L'école. Ils n'en reviennent pas que l'on puisse autoriser impunément aux enfants de changer de pronom (jusqu'où cela ira-t-iel?), ils suspectent qu'une drogue particulièrement dure circule, qui a pour nom «théorie du genre» et produit pêle-mêle tous les effets cités ci-dessus.

Hostiles par principe aux professeurs, qu'ils insultent toute l'année en raison de leurs vacances jugées obscènes – et dont ils déplorent paradoxalement l'érosion de l'autorité – les bourgeois les soupçonnent d'être les grands prêtres de l'hérésie woke. Ils dénoncent alors l'endoctrinement des jeunes à l'école. Or, disent-ils, l'école est sacrée et ce n'est pas le lieu de l'idéologie. Il faut laisser les enfants tranquilles. Soit! Mais eux, les laissent-ils tranquilles, les enfants?

Ne leur imposent-ils pas leur propre idéologie? Leurs propres principes, qui sont parfois assez sales? Sur quoi se base l'éducation qu'ils leur donnent, sinon sur des conceptions qui sont tout sauf neutres (cette fameuse neutralité axiomatique introuvable qui n'est jamais qu'une ruse de leur déraison)? Et leur monde, celui qu'ils défendent obstinément, celui de la propriété privée des moyens de production, du consumérisme déchaîné, du mépris de classe, ce monde est-il neutre? Ce monde n'est-il pas un piège refermé sur le berceau des enfants? Qui fait donc la plus forte impression sur un enfant, d'un professeur de géographie communiste à la lèvre humide, parfois suisse-allemand, et qui tremble son café, ou de tout un milieu familial organisé et déterminé à transmettre au produit de ses entrailles toute la gamme mortifère de ses conceptions fatiguées?

Le grand mensonge de la droite, c'est de prétendre qu'elle n'a pas d'idée, qu'elle n'est pas structurée par une idéologie: comme si ses inclinations n'étaient rien que naturelles, comme si tout ne dérivait jamais que du sens commun, ce sont les autres qui sont fous, qui sont fanatiques, qui ont les cheveux rouges, etc. Nous, nous ne vivons pas dans les arbres, nous, nous mangeons ce que tout le monde mange, nous, nous pensons ce que tout le monde pense, et nos enfants sont tout pareils que nous, même si c'est entendu qu'ils diffèrent par leur âge, par leur immaturité, par leur fragilité, etc. Mais c'est justement cela, qui signale une idéologie dominante: elle devient invisible, elle devient inodore, elle ne fait qu'un avec le discours que l'on entend en permanence dans les séries à grand public, dans les émissions radiophoniques matinales, elle est si évidente qu'il n'y a plus besoin de la souligner – imaginerait-on que l'on doive faire remarquer en permanence que le ciel est bleu? Et pourtant, demandez à un enfant de dix ans né dans un milieu bourgeois ce qu'il pense des grèves ou de la mendicité, et vous viendrez me dire s'il n'y a pas d'idéologie, s'il n'y a pas trace de politique, si ses réponses ne consonnent pas avec le discours volontariste pseudo-méritocratique qui fonde la pensée libérale.

Pas d'idéologie à l'école? Mais elle est déjà là! Mais elle a toujours été là. Et vous l'y avez mise. Si votre gosse s'en tire avec les cheveux verts, un prénom épique un peu ridicule ou des poils sur les mollets, si vous passez vos vacances dans une ZAD, si vous mangez parfois de la viande de substitution, eh bien, souriez, peut-être que c'est le prix à payer pour qu'il ne devienne la copie-conforme de ses parents! ■

Une profonde tristesse m'envahit en apprenant le décès  
de notre camarade

## François Curchod

Toujours présent et combatif en dépit de tes problèmes de santé, tu étais la force tranquille et tu ne perdais pas une occasion de lutter en faveur d'une société plus juste et plus humaine. Me prodiguant tes conseils avisés, tu étais et tu resteras l'un de mes mentors. Je garderai de toi cette joie et ce bonheur de préparer et de partager ta fameuse soupe aux pois que tu remuais et servais comme l'image d'Épinal que j'ai des druides d'antan. Finalement, c'est peut-être bien cela que tu étais, un druide d'humanité. Repose en paix François, car tu le mérites. Merci camarade!



Alain Cochard, POP Val-de-Travers

## VOTRE DÉCLARATION D'IMPÔTS VOUS MET LA TÊTE AU CARRÉ?



**RETROUVEZ LES SOURIRE  
À LA PERMANENCE D'IMPÔTS**

sans rendez-vous

Prix accessibles  
proportionnels aux revenus

**DE 16H00 À 19H00  
LES LUNDIS DE MARS À FIN JUIN**

Les permanences se tiennent  
au local du POP Vaudois  
Place Chauderon 5, 1003 Lausanne

# FORM' ACTION

cours,  
concerts,  
conférences,  
tables-rondes,

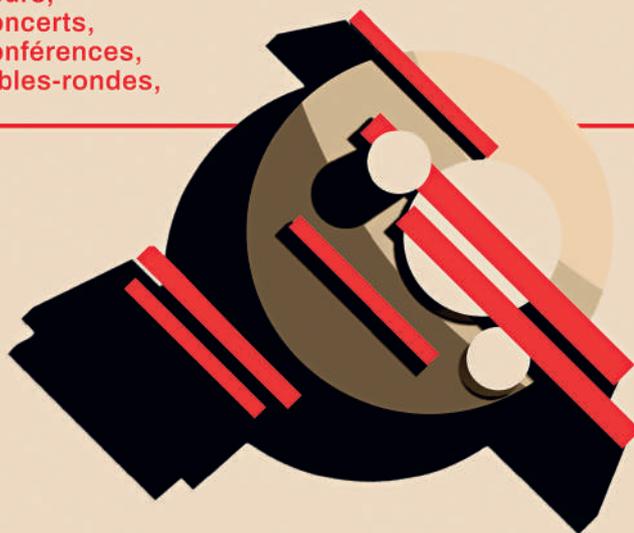
KOMMUNISTISCHE  
JUGEND



JEUNES  
POP

Week-end de formation des Jeunes POP  
du 7 au 10 avril 2023  
Route de Pierre-à-Bot 64  
2000 Neuchâtel

En présence de Léa  
Chamboncel,  
éditorialiste et  
podcasteuse.



Pour plus d'informations :

[jeunespop.ch/formation](https://jeunespop.ch/formation)  
[formation@jeunespop.ch](mailto:formation@jeunespop.ch)  
sur Instagram: @jeunespopsuisse  
sur Facebook : Jeunes POP Suisse

